

THÈSE DE DOCTORAT
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

LES
IMPÔTS INDIGÈNES
EN ALGÉRIE

PAR

Alexandre Henry DUPUY

DIPLOMÉ
D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LÉGISLATION
ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

DOCTEUR EN DROIT



ALGER

IMPRIMERIE GOJOSSE, 5, RUE BRUCE

—
1910

Thèse, Montpellier.

THÈSE DE DOCTORAT
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

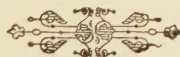
LES
IMPOTS INDIGÈNES
EN ALGÉRIE

PAR

Alexandre Henry DUPUY

DIPLOMÉ
D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LÉGISLATION
ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

DOCTEUR EN DROIT



ALGER

IMPRIMERIE GOJOSSE, 5, RUE BRUCE

1910

PERSONNEL DES FACULTÉS ET ÉCOLES

FACULTÉ DE DROIT

- MM. VIGIE, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.
BREMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.
GLAIZE, professeur honoraire.
LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.
CHARMONT, professeur de Droit civil.
CHAUSSE, professeur de Droit romain.
VALERY, professeur de droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
PERREAU, professeur de Procédure civile.
MARGAT, professeur de Droit civil.
MOYE, professeur de Droit international public.
RIST, professeur d'Economie politique.
BARTHELEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.
GIFFARD, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.
MORIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi.
BRIDREY, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.
NOGARO, agrégé chargé d'un cours d'Economie politique.
ROCHETTE, Secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- MM. MOYE, *Président*.
BARTHELEMY,)
NOGARO,) *Assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A Monsieur Morand

DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT

D'ALGER

A MESSIEURS

CHARPENTIER, THOMAS, MALLARMÉ,

LARCHÉ, GÉRARD, VINCENT,

PELLETIER

qui, par leurs Enseignements et leurs Conseils,
m'ont permis d'arriver à subir les examens
de doctorat

A Monsieur le Doyen
ET A MESSIEURS LES PROFESSEURS
de la Faculté de Montpellier
pour la bienveillance avec laquelle
ils ont accueilli l'étudiant de la Faculté
d'Alger

A MONSIEUR
Le Gouverneur Général
QUI A FACILITÉ MES VOYAGES EN FRANCE

A LA MUNICIPALITÉ
D'ALGER

qui m'a accordé sans compter
son concours pécuniaire, pour me permettre de
mener à bien mes études de droit.

PRÉFACE

En traitant la question des impôts indigènes en Algérie, je n'ai pas eu la prétention d'indiquer toutes les réformes qu'il y aurait lieu d'apporter dans l'assiette et le mode de perception de ces impôts.

Il est des situations spéciales avec lesquelles l'on doit compter, il y a en effet, en Algérie, un état social des autochtones qui ne permet pas l'assimilation complète avec les européens en matières fiscale.

Toutefois, je ne suis pas du même avis que ceux qui pensent que le temps et des modifications radicales à cet état social, sont seuls susceptibles de permettre d'appliquer certaines réformes au système actuel. J'estime, au contraire, qu'il y a lieu de faire disparaître complètement l'arbitraire qui, s'il n'est pas la loi générale en matière d'assiette et de perception d'impôt, comme cela se pratiquait sous l'administration turque, n'en a pas moins laissé des traces importantes.

Je commencerai donc par examiner les origines des impôts actuels en faisant l'historique de ces impôts sous la régence et en suivant les fluctuations et les modifications qu'ils ont subies, depuis la conquête de l'Algérie à nos jours.

Pour la partie historique, je me suis inspiré des documents puisés aux meilleures sources et notamment d'un ouvrage inédit de de Voulx, archiviste aux Domaines, ouvrage où ont été péniblement amassés par l'homme de valeur qu'était de Voulx, des documents d'autant plus intéressants, qu'à la prise d'Alger toutes les archives avaient été brûlées.

J'ai puisé également des renseignements dans un ouvrage de Joost Van Vollenhoven, docteur en droit : « Essai sur le Fellah Algérien ».

J'ai également consulté certains travaux faits par l'Administration du Gouvernement général et les statistiques établies par cette même Administration.

Enfin, j'ai lu avec intérêt et puisé des renseignements statistiques dans les rapports si documentés de MM. Henri et Maurice Pouyanne, rapports qui ont été lus au Congrès de l'Afrique du Nord tenu à Paris, du 6 au 10 octobre 1908.

Ma thèse comprendra 4 parties :

1^{re} L'historique des impôts indigènes, qui demandera certains développements, étant donné les difficultés d'application qu'ont rencontré les divers gouverneurs qui se sont succédés en Algérie depuis la conquête.

2^e Les impôts européens en Algérie : Coloniaux et communaux.

3^e Les divers impôts indigènes perçus actuellement, leur assiette et le mode de perception.

4^e Critique de cette assiette et de cette perception et réformes à réaliser.

Je m'estimerai satisfait si je pouvais contribuer par les quelques indications que je vais donner, à rendre plus équitable au point de vue des malheureux indigènes (je veux parler de la classe pauvre des petits agriculteurs, des Fellah) (1), l'application des impôts; s'il est juste que chacun participe aux charges générales tout au moins que la répartition de ces charges soit faite avec justice et équité.

H. D.



(1) *Fellah* veut dire : « Cultivateur », en arabe.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE 1^{er}

Les Impôts sous la Régence d'Alger

Je ne voudrais pas entrer dans une énumération longue et fastidieuse des diverses perceptions effectuées par la Régence; mais il est cependant nécessaire, afin de donner une idée exacte de ce qu'était le régime financier de l'époque, d'indiquer les moyens employés par le Dey d'Alger pour se procurer des ressources, de faire connaître quels étaient les fonctionnaires chargés de la perception et comment s'effectuait cette perception.

A la tête de l'Administration des revenus de l'Etat, était placé un fonctionnaire qui portait le titre de Khasnadji (1).

Ce fonctionnaire était chargé de l'encaissement de tous les produits de l'Etat et de la solde de la troupe; c'est lui qui était préposé à l'ouver-

(1) *Khasnadji*, en arabe, veut dire qui garde le Trésor.

ture et à la fermeture des coffres dans lesquels se trouvaient enfermées les recettes, mais, en dehors des heures de perception et de paiement les clefs étaient toujours gardées par le pacha lui-même.

Les revenus du Beylik (1) sont multiples sous la Régence. Il y a des perceptions en argent et des perceptions en nature; il y a également des impôts de capitation. Il est indispensable de procéder par voie d'énumération, pour faire comprendre l'organisation fiscale de cette époque. La perception de chaque impôt différent était confiée à une Administration spéciale.

Lorsque les Turcs s'installèrent en Algérie, leur ingéniosité s'exerça principalement sur tout ce qui concernait les matières imposables.

Le gouvernement du Dey n'avait avec Constantinople, que des rapports insignifiants; il se bornait à reconnaître la suzeraineté nominale du Sultan.

Avec des forces militaires et navales restreintes, la Régence abandonnée à ses seules ressources pour vivre, arrivait cependant avec une habileté remarquable, grâce à l'énergie et l'intelligence des pirates dont Alger était le refuge, à se constituer un trésor relativement considérable.

Tout pour les Turcs était matière à impôt. Ils

(1) *Beylik*, en arabe, veut dire Gouvernement.

pressuraient les indigènes barbaresques qu'ils regardaient comme un troupeau qu'il fallait tondre jusqu'aux dernières limites.

Leur façon de procéder avait donné naissance à ce dicton : « Partout où passe un Turc, la terre devient stérile pendant cent ans ».

Je vais commencer par indiquer les perceptions de la ville et j'examinerai ensuite les impôts perçus sur la population autochtone de la Régence.

CHAPITRE II

Impôts perçus dans la Capitale de la Régence

A l'encontre de ce qui se passe dans les grandes villes d'Europe où les droits perçus sur les marchés, sur le colportage et l'octroi entrent dans les caisses municipales, ces droits, dans la Régence, étaient perçus pour le compte du pacha, ils comprenaient :

1° Droits perçus à la halle aux grains. Cette

perception avait lieu en nature et était placée sous la direction d'un fonctionnaire appelé le Khodjet Errahba (secrétaire du marché aux grains) qui dirige avec l'aide d'un Oukil el hardj (lieutenant chargé d'exécuter les ordres) et d'un Saïdji (comptable), les mesureurs chargés de mesurer le grain arrivant sur le marché et de prélever la quantité de ce grain revenant au Beylik (gouvernement). Chaque soir à l'heure de la prière, c'est-à-dire au coucher du soleil, le Khodjet Errahba quitte le marché, en fait fermer les portes et en envoie les clefs au palais du pacha où elles restent jusqu'au lendemain matin ;

2° Comme autrefois, en France, le gouvernement de la Régence avait le monopole de la vente du sel, à la tête de ce service se trouvait un fonctionnaire appelé Khodjet el Melh (directeur des achat et vente de sel.

Ce fonctionnaire était chargé de faire les approvisionnements et la vente au détail, les caravanes des pays soumis directement à l'autorité du pacha venaient s'approvisionner en ville, elles venaient généralement avec des bêtes de somme chargées de grains et s'en retournaient avec un chargement de sel

Comme le fonctionnaire préposé au marché aux grains, le Kodjet el Melh a, sous ses ordres, un comptable et des mesureurs; le sel ne se vendant qu'à la mesure.

Comme pour le marché aux grains, également, la clef du dépôt du sel est envoyée tous les soirs au palais du pacha ; mais là il y a une perception en numéraire, le chef de cette Administration conserve par devers lui les deniers encaissés quotidiennement et fait des versements bi-mensuels au Khasnadji.

3° Le monopole était érigé en principe dans le gouvernement de la Régence. Un de ces monopoles des plus importants consistait à l'accaparement par le Beylik de toutes les peaux des animaux tués sur les marchés ; une partie de ces peaux servait à alimenter les chargements des navires des corsaires faisant le commerce avec l'Europe ; les autres étaient travaillées et revendues aux habitants du pays pour la confection des chaussures et sandales.

Le fonctionnaire qui était à la tête de ce monopole portait le nom de Khodjet el Djeld, il avait sous ses ordres un personnel nombreux, les clefs des magasins étaient également portées tous les soirs au palais du pacha.

4° DROITS DE DOUANES. — Des droits de douanes étaient perçus, à l'entrée seulement, sur toutes les marchandises ; celles provenant des pays musulmans taxées à des droits fixes et relativement peu élevés, ces droits étaient encaissés à la marine même, par un fonctionnaire appelé : « le Khodjet el Goumerek de la marine ». Il avait

sous ses ordres un lieutenant, un comptable et des agents; il conservait par devers lui les fonds encaissés et en faisait tous les deux mois le versement au Khasnadji.

Les magasins de la douane n'échappaient pas à la règle générale, les clefs en étaient portées tous les soirs au palais du Dey.

En ce qui concerne les marchandises arrivées des pays non musulmans, le tarif était à débattre et le propriétaire du navire ou le capitaine se rendait au palais, où le pacha après discussion fixait arbitrairement le droit à payer.

Ce droit était encaissé directement par le Khasnadji.

5° DROITS D'OCTROI. — Les portes d'entrée de la ville (Bab-Azoun et Bab-el-Oued) dont nous avons conservé les noms jusqu'à la démolition des remparts de la ville d'Alger, étaient gardées et aucune marchandise n'entrait sans payer de droits, là il n'y a pas de tarifs réguliers, le prix à payer est laissé au bon plaisir du fonctionnaire chargé de cette partie de l'impôt et que l'on nomme le Khodjet el Goumerek de Bab-Azoun; il a sous ses ordres un certain nombre d'agents et un trésorier.

Il y a aussi à sa disposition des magasins, où sont transportées les marchandises saisies ou consignées jusqu'à paiement des droits.

Les clefs de ces magasins subissent la règle générale; elles sont tous les soirs transportées au palais du pacha ;

6° Toutes les marchandises doivent être pesées ou mesurées, et pour cela elles doivent payer une rétribution au Khodjet el Ouzan (directeur du poids public).

A citer encore : l'impôt sur le charbon, l'impôt spécial sur les mûriers et l'impôt sur les filles publiques.

Voilà à peu près les droits qui étaient perçus dans la capitale de la Régence.

Il y a lieu d'ajouter à ces diverses sortes de revenus et monopoles, la part revenant à l'Etat sur les prises faites sur mer par les Raïss (capitaines commandant les bateaux corsaires).

Il ne faut pas oublier que le port d'Alger était un repaire de corsaires qui mettaient en coupe réglée les navires des nations européennes naviguant dans la mer Méditerranée; on ne trouvera donc rien d'étonnant à ce que la protection accordée par le gouvernement de la Régence à ces corsaires, fut payée par une part sur les prises qu'ils réalisaient et que la distribution des parts de prise fut réglementée.

Il y avait, en effet, une Administration chargée de la répartition des parts, à la tête de laquelle se trouvait un fonctionnaire appelé le

Khodjet el Ghenaïm. Ce fonctionnaire vendait les prises et après prélèvement des frais et de la part revenant au gouvernement, il procédait à la répartition entre les intéressés.

Ce fonctionnaire, qui a sous ses ordres un personnel nombreux, a ses bureaux à la marine.

Il y a lieu d'ajouter à ces ressources, le produit des tributs que payèrent à la Régence certaines nations européennes, pour obtenir la libre navigation de leurs navires dans la Méditerranée.

Les corporations d'artisans payaient également un droit pour l'exercice de leurs métiers.

Enfin, un impôt de capitation était perçu sur les israélites.

Voilà donc en résumé quels étaient les revenus de la Régence, perçus dans la capitale. Nous allons examiner la partie la plus intéressante du sujet traité : « Les impôts arabes sous les Turcs » ; ce sont ces impôts diminués et transformés qui forment encore aujourd'hui le régime fiscal de l'Algérie, au point de vue indigène.

IMPOTS ARABES

Sous le gouvernement turc les impôts arabes étaient de deux natures : en denrées et en argent.

CHAPITRE III

IMPOTS EN ARGENT. — Les impôts perçus en argent étaient pour la plupart essentiellement arbitraires et ils étaient presque tous prélevés sous forme de *présents ou hédia*.

Je citerai tout d'abord le présent que devait faire obligatoirement un caïd (1) lorsqu'il venait dans la capitale: Lorsqu'un caïd de la Régence partait pour la capitale, il prélevait dans les tribus, trois rebaïa soit environ 1 fr. 35 par char-rue cultivée, et il offrait en présent au Dey la somme ainsi recueillie.

L'arbitraire régnant en maître dans cette sorte

(1) *Caïd* ou *Cheik* sont les chefs, les 1^{ers} de la tribu, les 2^{es} des fractions de tribu.

d'impôts, l'on peut se rendre compte des nombreuses charges qui pesaient sur la population indigène car le caïd, dans sa perception, prélevait également ce qui lui était nécessaire et encore de quoi faire des présents aux fonctionnaires qui approchaient le pacha. Tous les fonctionnaires exigeaient des présents et c'était toujours sur la population qu'ils étaient prélevés.

Il n'était pas un agent subalterne de l'ordre administratif, même fut-il placé au dernier échelon de la hiérarchie, qui n'acceptât des présents pour vendre sa protection et favoriser les abus.

L'Administration française ne maintint que les présents qui, étant périodiques, pouvaient être considérés comme de véritables impôts ;

2° *Le hak el burnous* qui était perçu par les Turcs a été maintenu, au début de la conquête, par l'Administration française, puis, en raison des abus qui se produisaient il a été réglementé par arrêté du Gouverneur général du 5 février 1844 et enfin supprimé par décision ministérielle du 28 février 1850.

Cet impôt n'était prélevé que dans les provinces d'Alger et d'Oran ; voici en quoi il consistait :

Au moment de leur nomination ou au renouvellement de leur investiture, les Caïds et les Cheïks devaient verser le jour même de la cérémonie, un cheval propre au service de la

cavalerie et le prix en était réparti sur toute la tribu comme les impôts ordinaires.

Il y avait encore trois autres impôts en argent :

1° Le *hak el chabir* (droit de l'éperon), impôt particulier aux tribus Maghzen (tribus devant fournir à certains moments un certain nombre d'hommes armés), de la province d'Oran : les Douairs et les Smelas. Cet impôt a été reconnu par le gouvernement français par le traité du Figuier (16 juin 1835), et maintenu par l'arrêté gouvernemental du 16 septembre 1842, portant organisation du Maghzen.

Ces tribus ont conservé pendant longtemps les prérogatives qui leur avaient été concédées : ainsi, elles payaient l'achour et le zekkat, impôts que nous examinerons plus loin d'après un tarif fixe et spécial : (30 francs par charrue) sans distinction de la qualité de la récolte, et 10 centimes par tête de bétail quels que soient les animaux (chameaux, bœufs, chevaux ou moutons), tandis que les autres tribus payaient l'achour suivant la récolte et un tarif beaucoup plus élevé et différent pour chaque catégorie du bétail.

L'Eussa était perçu sur les tribus nomades qui venaient apporter leurs marchandises dans le Tell et s'approvisionner de grains. Voici ce qui se passait sous les Turcs. Chaque Bey (gouverneur de province) donnait aux tribus intermédiaires entre le Tell et le Sahara, l'autorisation d'aller au de-

vant des populations du sud au moment où elles venaient s'approvisionner de grains ; ces tribus s'efforçaient par de bons traitements d'amener ces populations dans les gouvernements des beys, puis, lorsque celes-ci étaient établies dans le Tell, le Bey prélevait sur elles une contribution en argent souvent très considérable.

En récompense de ce résultat, le Bey donnait à chaque chef des tribus intermédiaires qui avait fait cette sorte de courtage, un beau présent et de plus la faculté de percevoir pour son compte, une redevance appelée *bezra* qu'il devait partager avec les principaux de la tribu.

Le *bezra* a été supprimé par l'Administration française aussitôt que les circonstances l'ont permis.

Quant à l'impôt Eussa, il a été maintenu pendant longtemps après avoir été atténué par une circulaire gouvernementale du 6 août 1845 ; il a fini par disparaître à son tour et a été remplacé par l'impôt de printemps : « *Zekkat* », droit perçu sur chaque tête de bétail.

Impôts sur les Terres

L'impôt Hokor spécial à la province de Constantine était également perçu en argent par les Turcs.

CHAPITRE IV

Impôts en nature

L'impôt en nature porte dans le coran le nom de zekkat.

« Le zekkat est une ordonnance de Dieu, obligatoire pour tout individu libre, sain d'esprit et de corps, musulman, qui est pourvu en toute propriété de la quantité de biens fixés par la loi pour payer l'impôt. Les prélèvements ordonnés par la loi à titre d'obligation canonique atteignent les troupeaux et les produits du sol ».

1° Prélèvements sur les troupeaux

« Les troupeaux de chameaux, de bœufs, de moutons et de chèvres possédés en toute propriété depuis une année complète, animaux paissants, animaux de travail, produits vivants de ces troupeaux, sont frappés par l'impôt dans des proportions suivantes :

Prélèvements sur les chameaux

« Au-dessous de 5 chameaux : Néant.

« De 5 à 24 chameaux : une brebis ou un mouton de 2 ans accomplis.

De 25 à 35 chameaux : une chamelle d'un an accompli ou un chameau de deux ans.

« De 36 à 45 chameaux : une chamelle de deux ans accomplis, etc., etc. ».

Prélèvements sur le bétail à corne ou d'espèce bovine

« Au-dessous de 30 bêtes bovines : Néant.

« De 30 à 39 bêtes bovines : un veau ou une génisse de deux ans accomplis.

« De 40 à 59 bêtes bovines : une vache de trois ans accomplis.

« De 60 à 69 bêtes bovines : 2 veaux de 2 ans, etc., etc. »

Prélèvements sur le menu bétail

(MOUTONS ET CHÈVRES)

« Au-dessous de 40 têtes : Néant.

« De 40 à 119 bêtes : une brebis ou un mouton ou un bouc d'un an accompli.

« De 120 à 199 têtes : 2 têtes de menu bétail.

« De 200 à 299 têtes : 3 têtes de menu bétail, etc., etc. ».

Si j'ai cru devoir reproduire cette énumération, c'est qu'elle est appelée à servir de terme de comparaison avec les impôts payés aujourd'hui par les indigènes pour le même bétail, c'est pour que l'on comprenne mieux que cet impôt en nature, converti par l'Administration française en impôt en numéraire, pèse actuellement plus lourdement sur l'indigène, puisque le paiement s'effectue par tête de bétail, quel qu'en soit le nombre. Le coran et les Turcs, par son application, dégravaient les petits propriétaires de bestiaux ; le gouvernement français ne l'a pas fait.

2° Prélèvements sur les produits du sol

Les prélèvements sont ordonnés pour les produits du sol indiqués ci-après :

« 1° Grains légumineux à cosses, à enveloppes
« ou à siliques : (pois chiche, fèves, haricots,
« lentilles, lupins, pois de plein champs, pois
« ordinaires ;

« 2° Grains proprement dits : blé, orge, fro-
« ment, riz, maïs ;

« 3° Grains huileux : olives, grains de sésame,
« graine de raifort rouge ;

« 4° Fruits susceptibles de dessiccation et même
« employés frais : raisins, dattes.

« A partir d'une quantité de 5 ouak qui repré-
« sentent 15 quintaux environ et égalent 60
« saa (1), on prélève le 1/10^e ou la dîme.

« Le prélèvement est réduit de moitié lorsque
« les récoltes sont produites au moyen d'une irri-
« gation artificielle.

« L'impôt sur le bétail doit être prélevé au
« commencement de l'été, avant que les trou-
« peaux aient été mis en pâturage, c'est-à-dire à
« l'époque où la constellation des pleïades se lève
« au moment de l'aurore.

« Les prélèvements sur les produits du sol doi-
« vent être effectués lorsque les grains et les
« fruits sont en maturité. En outre, l'impôt est
« exigible, même dans les années de sécheresse
« et de disette ».

Les prescriptions coraniques en matière d'im-
pôt que nous venons d'indiquer tant en ce qui
concerne les prélèvements sur les animaux que
ceux effectués sur les produits du sol, avaient
dégénéré petit à petit et la Régence en était arri-
vée à fixer arbitrairement les tributs imposés
aux diverses fractions de la population soumise
à son autorité, sans tenir compte de la situation
du pays et de la nature du sol; d'autre part, les
beys d'Oran et de Constantine ainsi que les sept

(1) *Saa*, mesure contenant un peu plus que le double déca-
litre, représentant le 1/4 du quintal.

caïds du gouvernement d'Alger répartissaient, comme ils l'entendaient, les charges qui leur incombait ; l'assiette de l'impôt n'avait jamais été uniforme et la quotité des prélèvements variait à l'infini.

CHAPITRE V

Impôts maintenus par le Gouvernement français

Le gouvernement français à la prise de possession d'Alger, n'ayant pas trouvé d'archives, fut désorienté. Les Turcs ayant été expulsés ne purent être interrogés et lorsque l'Administration française s'est occupée de rechercher les impôts précédemment établis, elle s'est trouvée dépourvue de tous renseignements authentiques et réduite aux informations que lui ont procurés la notoriété publique et quelques documents échappés à la soustraction et à l'incendie.

L'Administration rétablit d'abord une partie des impôts perçus en ville.

Furent maintenus :

1° La taxe prélevée en nature sur les grains apportés au marché d'Alger ;

2° Le droit sur les objets de consommation, perçu aux portes de la ville ;

3° Le droit perçu à l'Abattoir d'Alger sur chaque tête de bétail ;

4° La taxe sur les huiles ;

5° Les droits de douanes ;

6° L'impôt sur les filles publiques.

Puis, aux perceptions qui précèdent, furent ajoutées des perceptions nouvelles :

1° Le droit d'enregistrement ;

2° Le droit sur les actes de greffe ;

3° Le droit de licence sur les débits de boisson ;

4° Le droit pour permis de pêche et de navigation ;

5° Le droit sur les passe-ports ;

6° Le droit sur le poinçonnage et poids publics ;

7° Enfin le droit pour autorisation de petite voirie.

Ces sources de revenus rapportaient en 1832 environ 1,600,000 francs ; ces taxes se sont successivement transformées ; nous les avons indiquées pour mémoire afin de faire connaître le point de départ des perceptions opérées par le gouvernement français.

Le gouvernement supprima immédiatement l'impôt de capitation payé par les juifs.

L'impôt qui frappait la corporation d'artisans maures de la ville fut remplacé dès l'année 1831 par des droits de patente.

Pour se créer des ressources et aussi dans un but politique, le gouvernement résolut de maintenir et d'exiger même par la force, partout où la force pourrait s'étendre, les tributs souvent excessifs que les Turcs avaient imposés arbitrairement aux Arabes, se réservant toutefois de les réviser et de les rendre plus équitables aussitôt que les circonstances le permettraient.

Cette mesure avait été prise surtout parce que l'on espérait que les chefs indigènes ne demanderaient pas mieux que de voir procéder comme les Turcs ; car cette façon d'agir leur permettait d'exercer leur action politique. Ils restaient dans ces conditions les maîtres d'accorder dans leurs tribus des privilèges aux uns, de punir les autres, de vendre la protection, de répartir à leur profit et selon leur bon plaisir, les charges incombant aux territoires placés sous leur commandement.

Le Gouvernement s'était trompé, il n'avait pas tenu compte, qu'à côté de l'intérêt personnel des indigènes, il y avait le fanatisme et la haine de l'infidèle, aussi aucun chef arabe ne fit sa soumission et seuls payèrent, ceux qui y furent contraints par la force, les tribus un peu éloignées d'Alger refusèrent de payer l'impôt et le pays tomba dans la plus complète anarchie.

CHAPITRE VI

Influence d'Abdelkader sur l'organisation de l'impôt.

La situation que nous venons d'indiquer dans le chapitre précédent était déplorable pour notre politique ; elle n'en dura pas moins assez longtemps et seconda puissamment les vues d'Abdelkader qui levait l'étendard de la révolte et prêchait la guerre sainte.

Il peut paraître extraordinaire de faire intervenir la révolte d'Abdelkader dans une question d'impôt, et cependant il est indispensable d'indiquer, tout d'abord, que cette révolte s'est terminée par le désastreux traité de la Tafna qui a concédé à l'Emir la province de Tittery et celle d'Oran. Que, dans ce nouveau royaume qui lui avait été légalement attribué, l'Emir Abdelkader qui était en même temps qu'un guerrier émérite, un excellent administrateur, se préoccupa de l'organisation politique et financière des territoires ainsi acquis.

Il abolit immédiatement la plupart des impôts perçus sous la domination turque et frappa une

nouvelle contribution plus en rapport avec les principes coraniques. Cette nouvelle contribution avait pour base la dîme, c'est-à-dire que chaque tribu était tenue de faire l'abandon de la dixième partie de son revenu.

Lorsque ces territoires firent retour au Gouvernement français, après la défaite d'Abdelkader, l'Administration non seulement maintint à ces territoires le système impositaire établi par Abdelkader, mais elle l'appliqua à toute l'étendue des provinces d'Alger et d'Oran.

D'autre part, elle conserva dans la province de Constantine les taxes les plus importantes prélevées par l'ancien Bey : l'achour et le hockor.

Cette différence entre la province de Constantine et les provinces d'Oran et d'Alger dans les impôts indigènes, se constate encore aujourd'hui, une transformation radicale n'ayant pas été apportée dans l'assiette des impôts arabes.

Voici quels étaient les impôts régularisés dans la plus grande partie des provinces d'Alger et Oran par Abdelkader.

Comme nous l'indiquons plus haut, l'impôt perçu par Abdelkader affectait la dixième partie du revenu des tribus.

Cette dîme était prélevée sur tous les produits du sol, sur le bétail, sur les laines, le miel, la paille, les récoltes, etc., etc.

Tous ces impôts furent maintenus par l'Administration algérienne, dès le début, dans les provinces d'Oran et d'Alger, mais petit à petit le Gouvernement français abandonna les taxes les moins importantes: celles sur les laines, le miel, le tabac et les arbres fruitiers.

En ce qui concerne la paille : en raison des besoins de la cavalerie, cet impôt fut maintenu pendant un temps assez long.

Enfin, on ne conserva que l'achour, impôt d'automne, portant sur la récolte en grains, et le zekkat, impôt de printemps, sur les bestiaux. Ce sont ces mêmes impôts que nous trouverons lorsque nous examinerons les impôts indigènes perçus actuellement.

Dès la reprise des provinces à l'Emir, les bases de ces deux impôts restèrent les mêmes que celles instituées par Abdelkader, c'est-à-dire pour l'achour le 1/10^e de la récolte, déduction du prix des semences.

Pour le zekkat :

1 bœuf ou une vache sur 50 têtes de bétail.

1 chameau sur 40 têtes de bétail.

1 mouton sur 100 têtes de bétail

1 chèvre sur 100 têtes de bétail.

Pendant les premières années de l'occupation, ces impôts étaient perçus en nature. La perception se faisait à des époques différentes.

L'établissement de l'assiette, c'est à dire les quantités de bétail, de blé, d'orge que les tribus avaient à verser étaient fixées par les commandants supérieurs des cercles, assistés d'une Commission administrative.

Les quantités à verser faisaient l'objet d'un rôle, et la transformation de cet impôt en argent n'était indiquée que pour permettre le rachat des produits imposés, lorsque l'Administration l'autorisait. C'était l'arbitraire dans sa plus nette acception.

En dehors de ces impositions, les commandants des cercles et les chefs indigènes avaient le droit d'infliger des amendes, (*khettia*) pour punir les fautes commises par les administrés, ces amendes étaient prélevées en argent

L'Administration a supprimé l'impôt *khettia*, mais a confié à des Commissions disciplinaires en territoire de commandement, le droit de prononcer des amendes contre toutes les fautes commises contre l'autorité.

La perception de ces impôts donnait lieu à de nombreuses difficultés et permettait de nombreuses dissimulations favorisées par les chefs indigènes, aux renseignements duquel on était obligé de se rapporter.

L'impôt *achour*, par exemple, fixé au 1/10^e de la récolte, devait avoir comme première évalua-

tion l'étendue des terrains ensemencés et ensuite le rendement de la terre et en troisième lieu la qualité de la récolte, toutes appréciations difficiles à contrôler dans un pays d'étendue considérable, dans lequel la circulation était plutôt dangereuse.

L'Administration décida de rechercher les moyens d'éviter des inconvénients qui, tout en rendant l'établissement de l'assiette peu équitable, permettait des fraudes nombreuses et une dissimulation de la matière imposable, qui pouvait être évaluée à plus de la moitié de ce qui devait être imposé. On décida donc, pour faciliter les opérations du recensement, de choisir une unité de surface, de la diviser en un certain nombre de classes suivant la qualité des produits, et de fixer, pour chaque classe, une taxe spéciale en nature ou en argent.

CHAPITRE VII

Modifications apportées à l'assiette par le Gouvernement Français

Ce travail a été fait et appliqué sur quelques

points en 1855 et généralisé dans les provinces d'Alger et d'Oran à partir de 1858.

L'unité de surface est la charrue, mesure agraire, connue des Arabes et adoptée de tout temps.

La charrue représente l'étendue de terrain qui peut être cultivée par une paire de bœufs pendant la saison des labours. Comme elle peut varier suivant la nature des terrains et les difficultés du sol, elle a été fixée uniformément à 10 hectares.

Le prélèvement par charrue n'est pas uniforme; il varie avec la qualité de la récolte.

La récolte est divisée en 5 classes, chaque classe est indiquée par la note donnée.

- 1° La note T indique très bonne récolte.
- 2° La note B indique bonne récolte.
- 3° La note A indique assez bonne récolte.
- 4° La note M indique mauvaise récolte.
- 5° La note N indique nulle récolte.

ÉTAT de la récolte	QUINTAUX MÉTRIQUES à imposer par charrue		OBSERVATIONS
	BLÉ	ORGE	
T	2 00	4 00	Ce tableau suppose que les arabes cultivent les $\frac{2}{3}$ de leurs terre en orge et $\frac{1}{3}$ en blé et que le rendement de l'orge et du blé est le même. Les quantités indiquées ci-contre représentent approximativement le $\frac{1}{10}$ du produit net, déduction faite de la semence.
B	1 50	3 00	
A	1 00	2 00	
M	0 50	1 00	
N	»	»	

Les indigènes pouvaient conserver leurs grains et se libérer en argent.

Les tarifs de conversion étaient primitivement fixés par les commandants de cercle et n'étaient inscrits sur les rôles que pour permettre le rachat après autorisation; depuis 1845 ils sont fixés par le Gouverneur général. Ils sont utilisés pour faire rentrer l'impôt, la perception étant effectuée depuis cette époque, en numéraire et non en nature.

Ces tarifs de conversion ont beaucoup varié, ils ont toujours été établis d'après le cours des mercuriales.

De 1856 à 1862 ces tarifs ont varié de cercle à cercle; de 1862 à 1866 ils n'ont varié que par province; enfin, depuis 1867 ils sont uniformes

dans les deux départements d'Alger et d'Oran; il y a encore trois types différents d'achour.

- 1° Le type des départements d'Alger et d'Oran;
- 2° Le type du département de Constantine;
- 3° Le type dit spécial.

Avant 1889 les seules cultures d'orge et de blé étaient soumises à l'achour; mais depuis l'arrêté gouvernemental du 20 septembre 1886, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1887, l'impôt s'applique aux avoines, aux cultures sarclées: maïs, fèves, bechnas, jardins potagers, tabacs, vignes, orangeries, olivettes et vergers; y échappent seules les plantations d'arbres fruitiers: vignes, jardins, potagers et autres cultures sarclées d'une étendue de moins d'un hectare (décret du 30 décembre 1894).

En ce qui concerne l'impôt zekkat qui, comme nous l'avons indiqué précédemment, était perçu en nature; dès 1851 l'Administration fait figurer sur les titres de recettes les produits recensés et l'impôt en argent correspondant, laissant ainsi au contribuable indigène la latitude de s'acquitter soit en nature soit en argent.

Comme pour l'achour, les tarifs de conversion variaient d'un cercle à l'autre; ils ont été rendus uniformes dans les 3 provinces à partir de 1863.

Jusqu'en 1874 ils ont été fixés comme ci-après:

Chameaux par tête.....	4	»
Bœufs.....	3	»
Moutons.....	0	15
Chèvres.....	0	20

Depuis cette époque, ils ont été fixés ainsi qu'il suit :

Chameaux par tête.....	4	»
Bœufs.....	3	»
Moutons.....	0	20
Chèvres.....	0	25

Il n'y a qu'une augmentation pour les moutons et les chèvres.

Le zekkat n'existait pas dans la province de Constantine sous le gouvernement du Dey; l'impôt y était donc moins lourd qu'à Alger et à Oran.

Le Gouvernement général de l'Algérie, dans un but fiscal, et aussi pour rendre les charges qui pesaient sur les indigènes égales dans les 3 départements, appliqua le zekkat en 1858 au département de Constantine.

Les taxes sur le zekkat ont été uniformisées pour les 3 provinces en 1863.

Les tribus maghzens, les douairs et zmelas sont exemptes d'impôts zekkat.

Elles ne paient que le hak ech chabir (impôt de l'éperon) qui frappe toute les têtes de bétail, imposables au zekkat dans le reste de l'Algérie, d'une taxe uniforme de 0 fr. 10.

CHAPITRE VIII

La Lezma de Capitation

Après la conquête de la grande Kabylie qui fait partie aujourd'hui du territoire du département d'Alger, le maréchal Randon, par décision en date du 18 juin 1858, créa un impôt spécial dit de capitation « *la lezma de capitation* », perçu uniquement dans cette grande Kabylie.

Cette décision a été modifiée par l'arrêté du 9 septembre 1886 et la lezma de capitation est aujourd'hui réglée par le décret du 30 septembre 1894 et l'arrêté gouvernemental du 31 décembre de la même année.

Dans chaque tribu, tous les hommes susceptibles de porter les armes, c'est-à-dire en âge de concourir aux charges de la commune, y sont soumis; sont présumés susceptibles de porter les armes, tous ceux qui ont fait deux fois le Rhamdam (Jeûne) qui dure toute une lune et pendant lequel, les indigènes restent toute la journée sans manger, ni boire, ni fumer; ils ne prennent de nourriture que pendant la nuit.

Cette décision a été prise d'après les instructions gouvernementales du 3 février 1879.

Comme les indigènes commencent à pratiquer le jeûne à l'âge de 13 ans, le Kabyle est donc imposé à partir de sa quinzième année .

Mais de ce que le principe de la capitation, portant sur les hommes susceptibles de porter les armes, doit être interprété restrictivement, résultent les conséquences suivantes :

1° Toutes les veuves et toutes les filles ainsi que les jeunes gens qui n'ont pas jeûné deux fois encore, sont exempts d'impôts quelle que soit leur richesse ;

2° Les contribuables ne sont imposables qu'à leur domicile ; donc le très riche Kabyle, dont les terres ne seraient pas en Kabylie, ne paierait pas.

Ne paierait pas non plus l'indigène non Kabyle qui, ayant ses terres en territoire lezma, habiterait en terre d'achour. Par contre, les conséquences du principe sont rigoureuses pour les nombreuses familles.

En effet, lorsqu'une famille est nombreuse, qu'elle comprend un certain nombre d'enfants mâles en âge de payer l'impôt de capitation, on exige de chacun d'eux, marié ou non, la même taxe que celle du chef de famille, il y a cependant quelque tempérament.

La lezma de grande Kabylie est un impôt de capitation et de quotité ; les contribuables sont divisés en classes d'après la situation de fortune.

Cette division en classes depuis la décision du Maréchal Randon a subi des fluctuations.

Le Maréchal n'avait d'abord imposé que 3 classes dans la décision du 18 juin 1858.

La 1^{re} à un impôt fixe annuel de 15 francs par individu.

La 2^e à un impôt fixe annuel de 10 francs par individu.

La 3^e à un impôt fixe annuel de 5 francs par individu.

La décomposition de ces chiffres sur les rôles devait, en vertu de la décision précitée, être fixée de la manière suivante :

1 ^{re} Catégorie. — Impôt principal...	12 70
Part revenant à l'Etat...	11 43
1/10 ^e pour les amins des villages...	1 27
0.18 par franc. Centimes additionnels	2 40
Total.....	15 »
2 ^e Catégorie. — Impôt principal....	8 50
Part revenant à l'Etat.....	7 65
1/10 ^e pour les amins des villages...	0 85
0.18 par franc. Centimes additionnels	1 50
Total.....	10 »
3 ^e Catégorie — Impôt principal....	4 25
Part revenant à l'Etat.....	3 825
1/10 ^e pour les amins des villages....	0 425
0.18 par franc. Centimes additionnels	0 750
Total.....	5 »

Ces dispositions, dans la pensée même du Maréchal Bugeaud, étaient éventuellement provisoires et devaient être modifiées, lorsque les populations auxquelles elles s'appliquaient auraient réparé les pertes que la guerre leur avait causées, et qu'il serait possible de se rendre exactement compte de la matière imposable dans chaque tribu.

Cependant ce système, consacré par la décision du 18 février 1858, est encore en vigueur sauf certaines modifications en ce qui concerne les tarifs, modifications que nous indiquerons un peu plus loin.

Il y avait une coutume kabyle qui servait à établir l'assiette de l'impôt, c'était celle par laquelle on reconnaissait qu'un adulte était en état d'exécuter le jeûne du Rhamadan.

Le Jeûne était prescrit par le marabout (prêtre) de chaque village, à tout individu dont les cartilages du nez étaient solidifiés et qui subsistait, dans les conditions voulues, l'expérience dite « *de la ficelle* ». Cette expérience se pratiquait ainsi qu'il suit :

On prend un bout de ficelle que l'on double; avec cette ficelle doublée on mesure exactement le cou du jeune homme.

Celui-ci réunit alors entre ses dents les extrémités de ladite ficelle dédoublée et forme avec le corps de la ficelle une boucle qu'il doit passer par dessus le sommet de la tête.

Si la boucle passe il est dans l'obligation de jeûner. Aujourd'hui quelques marabouts pratiquent encore cette cérémonie et obligent au jeûne les adultes remplissant la condition ci-dessus indiquée, notamment dans les tribus qui avoisinent la ville de Tizi-Ouzou.

Au point de vue de l'impôt, il est dressé chaque année une liste des adultes qui jeûnent pour la première fois.

Depuis la décision du 18 juin 1858 qui divisait la lezma de capitation en 3 classes, des modifications se sont produites. L'arrêté du 9 septembre 1886 a créé cinq classes à imposer.

Ces classes payaient respectivement :

La 1^{re} 100 fr.

La 2^e 50 fr.

La 3^e 15 fr.

La 4^e 10 fr.

La 5^e 5 fr.

centimes additionnels ordinaires compris.

L'arrêté du 31 décembre 1894 y ajoute une sixième classe à 30 francs.

Quand furent créés les centimes additionnels extraordinaires pour la constitution de la propriété indigène, ces centimes qui eussent dû être calculés sur le principal, le furent sur les chiffres indiqués dans l'arrêté du 31 décembre 1894 qui comprenaient le principal et les centimes ordi-

naires; aujourd'hui les six classes paient donc respectivement :

La 1^{re} 120 fr. très riches.

La 2^e 60 francs, riches.

La 3^e 36 fr, très aisés.

La 4^e 18 fr. aisés.

La 5^e 12 fr. faibles ressources moyennes.

La 6^e 6 fr. faibles ressources

Il a fallu donner à cette appréciation des fortunes personnelles une base plus solide, aussi figureront dans chacune des classes suivant leur fortune les individus possédant :

2,400 francs de revenu brut et au-dessus dans la 1^{re} classe.

De 1,600 à 2,400 francs de revenu brut et au-dessus dans la 2^e classe.

De 900 à 1,600 francs de revenu brut et au-dessus dans la 3^e classe.

De 400 à 900 francs de revenu brut et au-dessus dans la 4^e classe.

De 200 à 400 francs de revenu brut et au-dessus dans la 5^e classe.

De 0 à 200 francs de revenu brut et au-dessus dans la 6^e classe.

Lezma fixe et lezma des feux

En dehors de la lezma de capitation de la grande Kabylie existait dans le département de Constantine :

1° La lezma fixe imposée aux six communes suivantes :

Commune de Bougie (8,000 fr.).

Commune mixte d'Akbou (125,573 fr.).

Commune mixte de l'Aurès (29,792 fr.).

Commune mixte de Guergour (25,740 fr.).

Commune mixte de l'Oued-Marsa (11,925 fr.).

Commune mixte de la Soummam (105,375 fr.).

Cette imposition a le caractère de contribution de guerre; les Djemaâs (assemblées des anciens), assistées du répartiteur des Contributions diverses, en opèrent la répartition entre les habitants de chaque village.

2° *La lezma des feux* perçue dans quatre communes mixtes seulement: Takitount, le Guergour, Oued-Marsa et Les Bibans.

Cette lezma est à la fois un impôt de quotité et un impôt de répartition.

C'est un impôt de quotité en ce sens qu'il est procédé chaque année au recensement de tous les feux, c'est-à-dire de tous les foyers fumants quelle que soit l'origine de celui qui l'occupe et quelle que soit sa fortune.

Chaque feu est taxé à 22 fr. 50.

On multiplie le total des feux réunis par la taxe et l'on obtient ainsi, le montant du contingent à payer par les quatre communes.

Mais c'est alors que la lezma des feux devient impôt de répartition.

La Djemaâ, sans se préoccuper du recensement, et en ne tenant compte que de la fortune de chacun, opère la répartition du contingent entre tous les indigènes possédant des biens imposables dans la commune, même s'ils n'y habitent pas (décision du 1^{er} Mars 1875).

Il nous reste encore à parler de l'impôt perçu sur les Palmiers « *Lezma des Palmiers* et de la *Lezma du Sud* ».

L'impôt sur les palmiers n'existe que dans les départements d'Alger et de Constantine.

Chaque pied d'arbre en rapport doit payer une taxe. Cette taxe a varié; elle a été de 25, 30, 35, 40 et 50 centimes par pied.

La Lezma fixe du Sud

Dans le sud de nos possessions, quelques territoires sont assujettis au paiement de sommes fixes pouvant être considérées comme de véritables tributs, et qui sont arrêtées par une période variant le plus souvent de 5 à 10 ans.

Nous ne nous occuperons que sommairement de ce dernier impôt qui nous forcerait à entrer dans de trop longues explications sur l'organisation actuelle des territoires du sud.

Ces territoires, sous la haute autorité du Gouvernement, ont, depuis quelques années, une autonomie spéciale et un budget particulier.



DEUXIÈME PARTIE

Les impôts Européens en Algérie

Les impôts perçus sur les Européens présentent, au point de vue économique et fiscal, une situation particulière; il a fallu créer un système s'adaptant aux populations françaises et européennes résidant dans la colonie, entièrement différent de celui appliqué aux indigènes.

Nous verrons cependant que, si les Européens ne paient aucun des impôts indigènes, les indigènes sont eux assujettis au paiement de certains impôts européens.

Nous diviserons cette étude en 2 sections: Impôts perçus par la colonie; Impôts perçus par les communes.

Nous ne parlerons pas des départements, dont le budget est alimenté, en presque totalité, par les cinq dixièmes de l'impôt arabe que l'Etat leur abandonne.

Le budget départemental se complète, par les centimes additionnels à la contribution foncière

des propriétés bâties que peut voter le Conseil général, depuis la loi du 23 Décembre 1884.

1^{re} SECTION

Impôts perçus par la Colonie

Le budget colonial est alimenté par des impôts directs et des impôts indirects

CHAPITRE 1^{er}

Impôts directs

Les impôts directs sont :

1° *La Contribution sur la Propriété bâtie*

La Contribution foncière sur la propriété bâtie a été appliquée en Algérie par la loi du 23 décembre 1884, l'art. 5 de cette loi édictait au profit des propriétaires et usufruitiers des maisons, l'exemption totale du principal de cet impôt.

Ce n'était donc que des centimes additionnels départementaux et communaux qui étaient perçus, sur un principal fictif à déterminer à raison de 5 % du revenu net.

Cette taxe ne rapportait rien à l'Etat, c'est la loi du 20 Juillet 1891 qui ordonna, à partir du 1^{er} Janvier 1892, la perception du principal au profit de l'Etat, suivant un taux fixé à 3,20 % du revenu net imposable des propriétés bâties; cet impôt a le caractère d'un impôt de quotité. Une bizarerie de cet impôt consiste en ce que le principal est constaté à raison de 3 fr. 20 % de revenu net et que les centimes additionnels que votent les Conseils généraux ou municipaux le sont toujours, en prenant pour base un revenu déterminé à raison de 5 % du revenu net.

Cet impôt était prévu comme devant produire, en 1909, 2,276,110 fr., au budget de la Colonie,

L'impôt sur la propriété non bâtie n'existe pas pour les Européens en Algérie.

2° La Contribution des Patentes

Comme nous l'avons indiqué dans la première partie de cette thèse, le droit des patentes a été imposé en Algérie dès le mois de Décembre 1830.

Les lois sur les patentes en vigueur dans la Métropole sont appliquées à l'Algérie.

La loi du 15 Juillet 1880 a été rendue appli-

cable à l'Algérie par un décret du 26 Décembre 1881 avec deux tempéraments principaux: l'un qui vise la masse entière des patentables, et consiste dans la réduction de moitié de tous les droits proportionnels déterminés par la loi au tableau D; l'autre qui concerne exclusivement les indigènes musulmans qui, comme les Européens, sont assujettis à la patente.

Les Indigènes, lorsqu'ils exercent un commerce, une industrie ou une profession compris dans les 7 premières classes du tableau A, sont imposés aux droits fixes de la classe immédiatement inférieure.

De plus, en raison de la très grande surface des communes algériennes, en raison du chiffre très élevé de la population indigène, on a été amené à une importante modification dans le calcul de la population qui sert de base à l'application du droit.

Cette modification est indiquée dans l'art. 1^{er}, § 3, du décret du 26 Décembre 1881; cet article est ainsi conçu :

« Pour les professions dont le droit fixe varie
« en raison de la population du lieu où elles sont
« exercées, les tarifs sont appliqués d'après la
« population qui a été déterminée par le dernier
« décret de dénombrement, sous cette condition
« expresse que les indigènes musulmans non na-
« turalisés français, domiciliés hors des parties

« agglomérées ne sont, quant à présent, comptés
« que pour le tiers de leur nombre.....

« Dans les communes mixtes composées d'une
« agglomération de douars ou sections, chaque
« section est considérée comme unité administra-
« tive distincte ».

« Les centres ou les villages de création nou-
« velle, ne sont imposés à la patente, que 5 ans
« après l'année où ils ont figuré au tableau du
« dénombrement quinquennal.

M. de Saligny, inspecteur général des Finances, faisait remarquer, dans son rapport sur les charges fiscales qui pèsent sur l'Algérie que, la diminution des droits proportionnels est moins une mesure de faveur qu'une mesure d'équité à peine suffisante, attendu : 1° que les loyers sont infiniment plus chers en Algérie qu'en France; 2° que l'intérêt de l'argent y est aussi beaucoup plus élevé; 3° que la composition des villes et bourgades de l'Algérie, diffère essentiellement de celle des communes de la Métropole ayant un même nombre d'habitants.

Ici, dans l'agglomération communale l'indigène compte pour une unité et pourtant ses dépenses sont tellement réduites qu'elles intéressent peu le patentable européen.

Indépendamment du principal de la contribution il est perçu, en Algérie, des centimes additionnels au profit de l'Etat, des départements et

des communes. La contribution des patentes figure au budget de 1909 pour 2,246,866 francs.

3° *Taxes assimilées*

Les taxes assimilées aux contributions directes perçues en Algérie sont au nombre de 8, dont 5 seulement sont destinées au budget algérien.

1° *La Redevance des Mines* est fixée, par le décret du 11 Février 1874 rendu applicable à l'Algérie par un décret du 7 Mai de la même année, à 5 % du produit net.

Prévisions de recette du budget de 1909 355.783

2° *Les Droits de vérification des Poids et Mesures* suivent les mêmes règles qu'en France.

Prévisions budgétaires de 1909..... 178.668

3° *Les Droits de visite des Pharmaciens et des Magasins et Droguerie.* — Ces droits sont déterminés comme en France par l'art. 42 de l'arrêté du gouvernement du 25 thermidor, an XI, rendu applicable en Algérie d'abord, par les arrêtés de l'intendant civil du 12 septembre 1832 et du 10 Mars 1835, puis maintenu par le décret du 12 Juillet 1851, art. 8.

Ce produit a d'abord été perçu pour les communes, puis pour le Département, il est aujourd'hui incorporé au budget de la Colonie.

Prévisions budgétaires de 1909..... 18.102

4° *Les Droits d'inspection des Fabriques et Dépôts d'eaux minérales;*

5° *La Taxe militaire perçue par l'Etat.*

Prévisions en 1909..... 17.522

6° *Des centimes additionnels à la contribution des patentes autorisés par la loi du 9 avril 1898, relative aux Chambres de Commerce.*

Ces centimes additionnels alimentent le budget des Chambres de Commerce.

7° *Une Taxe sur les Vignobles* créée par la loi du 28 Juillet 1886 et par celle du 5 Mars 1887, pour faire face aux frais engagés pour combattre le phylloxéra qui atteint le vignoble algérien. Cette taxe qui est de 3 francs par hectare est versée aux Syndicats de défense contre le Phylloxéra.

8° *Le Droit d'épreuve des appareils à vapeur.*

Prévision budgétaire pour 1909..... 4.746

CHAPITRE II

Impôts indirects

Enregistrement et Timbre

L'Administration de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre perçoit en Agérie les mêmes impôts qu'en France :

- 1° Produits de l'Enregistrement ;
- 2° Produits du Timbre.

Le 21 juin 1831, un arrêté du général commandant le corps d'occupation, prescrivait à peine de nullité, l'enregistrement de tous les actes passés ou à passer pour acquisition d'immeubles situés dans la Colonie. L'enregistrement, gratuit au début, prit rapidement un caractère fiscal pour les jugements, les actes des notaires, des greffiers, des huissiers et des commissaires priseurs.

Cependant c'est seulement par l'ordonnance du 19 Octobre 1841 que les droits d'enregistrement ont été appliqués à l'Algérie.

Cette ordonnance rendît applicables à la Colo-

nie les lois, décrets et ordonnances qui régissent en France :

1° Les droits d'enregistrement; 2° les droits de greffe; 3° les droits d'hypothèque; 4° les obligations des notaires, huissiers, greffiers, commissaires priseurs et tous autres officiers publics ou ministériels, en ce qui concerne la rédaction matérielle des actes et la tenue des répertoires.

Les droits étaient réduits de moitié eu égard à ceux perçus par la Métropole, sans que le minimum puisse être inférieur à 0 fr. 25 centimes; de plus, exemption des droits de mutation par décès.

Une autre ordonnance du 10 janvier 1843 a rendu applicable à l'Algérie les lois, décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de Timbre. L'assimilation avec la Métropole est ici le principe.

Jusqu'en 1882 le principal a été perçu sans décime; cette exemption a été supprimée par la loi du 29 juillet 1882 et la perception du décime, d'abord spécialement affectée au service de l'Assistance publique, a été, depuis 1893, confondue avec les recettes générales du Trésor. Quoiqu'il en soit, ces taxes d'enregistrement et de timbre présentent un régime de faveur.

Ce régime cependant n'a pas toujours paru satisfaisant et nous retrouvons encore dans le rapport présenté par M. de Saligny à la Commis-

sion d'études des charges fiscales de l'Algérie, des arguments qui permettent de décider que tels qu'ils existent ils sont encore une charge trop lourde pour les habitants de la Colonie.

M. de Saligny, dans son rapport, s'exprimait en ces termes :

« En tenant compte de la différence des déci-
« mes, le taux des droits d'enregistrement dans la
« Colonie, comparé au taux de la Métropole, est
« exactement 55/125 ou 44 %. Cet abaissement
« considérable n'en laisse pas moins subsister sur
« les contribuables une très lourde charge. C'est
« surtout en ce qui concerne les actes translatifs
« de propriété immobilière, que les conséquences
« du tarif apparaissent plus fâcheuses.

« Pour les ventes, licitations, etc... le droit
« perçu est de 2 fr. 75 % ou 3,03 avec le décime.
« A ce droit viennent s'ajouter le timbre du con-
« trat, la transcription, le salaire du conserva-
« teur et les honoraires des officiers ministériels
« qui portent à 7 % le montant total des frais de
« la vente.

« Cette tarification est particulièrement élevée
« dans un pays où la propriété change continuel-
« lement de mains, par suite de la variabilité
« du revenu et de l'instabilité des fortunes.

« Etant donnée la fréquence de ces mutations,
« il n'est pas téméraire d'affirmer que la pro-
« priété foncière, avec le droit de 3 fr. 03 %, est

« en définitive plus lourdement imposée qu'en
« France avec le droit de 6 fr. 875 %. Il y aurait
« un intérêt de colonisation très grand, à réduire
« le plus possible les droits de vente immobilière,
« à les ramener par exemple à 1 fr. 50 %, trans-
« cription comprise, en même temps que le Minis-
« tre de la Justice pourrait aviser à obtenir une
« diminution du tarif des officiers ministériels.

Cependant, malgré cette opinion émise par M. de Saligny, au sujet des droits imposés à la transmission de la propriété immobilière que je considère comme excessifs, il y a lieu d'indiquer qu'il y a à côté de ces droits, un palliatif dont on doit tenir compte.

Il n'y a aucun droit sur les successions, cela constitue un réel privilège pour les habitants de la Colonie.

Au budget de 1909, l'enregistrement est inscrit pour une recette de 6,559,090 francs et le timbre pour 4,937,012 francs.

Taxe de 4 % sur le revenu des valeurs mobilières. — Cette taxe existe en Algérie dans les mêmes conditions que dans la Métropole.

Revenus budgétaires pour 1909. 279.858

Les Douanes

C'est par l'application de la législation dou-

nière que la France a affirmé, vis à vis de l'étranger, ses droits sur la Régence.

En effet, dès le lendemain de la conquête on s'occupa de réglementer le trafic en percevant des droits sur les marchandises importées et l'arrêté du 27 Novembre 1834 consacra ce principe basé sur la législation de la Métropole que, l'importation et l'exportation de toutes marchandises, soit françaises, soit étrangères, ne pouvaient avoir lieu que par les ports occupés par les autorités françaises et il frappait de confiscation et de 3,000 francs d'amende, toute contravention à cette disposition. Le 11 Novembre 1835 une ordonnance vint asseoir le régime douanier sur des bases uniformes. Cette ordonnance tendait surtout à créer à la France le plus grand débouché possible de ses produits naturels et manufacturés.

A l'importation, aucune prohibition si ce n'est un droit dit d'octroi de mer, fixé à 4 %. A l'exportation, franchise pour les sorties à destination de la Métropole et paiement des droits d'après les tarifs français pour les marchandises allant à l'Etranger. En ce qui concerne la navigation, franchise pour les bâtiments français, droit de 2 francs par tonneau pour les navires étrangers. La loi du 11 Janvier 1851 donna plus d'essor aux produits naturels et à ceux de l'industrie algérienne, elle consacra définitivement le prin-

cipe de l'assimilation commerciale complète entre la Métropole et la Colonie.

Enfin, la loi du 17 Juillet 1867 fonda le régime douanier actuel, qui peut s'examiner à 3 points de vue :

1° *Rapports avec la Métropole.* — Principe de la liberté absolue, il en est de même des produits étrangers importés en Algérie s'ils y ont acquitté les droits du tarif métropolitain, sauf en ce qui concerne les sucres, cafés et autres denrées coloniales qui, venant d'Algérie, ne pénètrent en France qu'en acquittant les droits de tarif; il en est de même pour les tabacs;

2° En principe, les produits étrangers importés sont soumis aux mêmes droits qu'en France, sauf cependant en ce qui concerne la Tunisie, le Maroc et le Soudan, dont les produits entrent en franchise en Algérie par les frontières de terre.

Les produits des douanes figurent au budget de 1909 pour :

Douanes à l'importation (marchan-	
dises diverses.....	7.816.318
Sucre de toute nature.....	3.509.742
Droits de statistique.....	341.739
Droits de navigation.....	399.758
Droits divers et recettes accessoires	353.447
Amendes et confiscations.....	32.850
Total.....	12.453.854

Impôt sur le Tabac

Cet impôt est de création récente, il commence la série des nouvelles impositions qu'entraînera fatalement l'autonomie budgétaire de l'Algérie, en raison de l'organisation économique de la Colonie.

Dans un discours d'ouverture de l'assemblée des Délégations financières algériennes, séance du 10 Mai 1910, M. Jonnart, Gouverneur général faisait ressortir la nécessité de création de ressources nouvelles pour la Colonie. C'est prévoir à bref délai la création de nouvelles impositions. Entr'autres est actuellement à l'étude un projet sur la vénalité des charges.

L'impôt sur le tabac est apparu en 1907. C'est le premier impôt voté par les Délégations financières, il était indispensable pour maintenir l'équilibre du budget de l'Algérie de créer de nouvelles impositions; on s'arrêta à l'impôt sur le tabac comme étant le moins vexatoire.

La taxe est de 5 francs par kilog pour les tabacs de luxe.

La taxe est de 3 francs par kilog pour les tabacs supérieurs.

La taxe est de 1 franc par kilog pour les tabacs de vente courant.

L'impôt des tabacs est inscrit pour 5 millions au budget de 1909.

Impôt des Licences

L'impôt de licence est un impôt distinct de celui des patentes. Il fût créé en 1832 le 10 Mars, par un arrêté de l'intendant civil. Il ne visait que les fabricants et marchands de vin, eau-de-vie, liqueurs, cidres poirés; en 1840, on y ajouta les marchands de tabac.

L'impôt des licences a un caractère différent du même impôt perçu en France où il n'est qu'un impôt accessoire.

Les tarifs ont été primitivement réglés par l'ordonnance du 31 janvier 1847; ils ont été augmentés par la loi des finances du 28 Avril 1893 et le règlement d'administration publique du 27 Juin de la même année.

La licence moyenne revient pour l'européen à 180 francs et pour l'indigène à 121 francs, alors qu'en France la moyenne est de 30 francs à peine. Les prévisions budgétaires, pour 1909, sont :

Pour les débits de boisson.....	1.416.652
Pour les débits de tabac.....	286.365

Droits sur l'alcool

Depuis 1886, l'alcool fabriqué ou importé en Algérie n'était soumis qu'à l'octroi de mer. La loi des finances de 1892 a ajouté à l'octroi de mer, une taxe de consommation de 30 francs par

hectolitre d'alcool pur, perçue au profit du Trésor. Cette taxe fut portée à 75 francs en 1895 et à 100 francs en 1898 par la loi du 13 Avril.

Les droits sur les alcools figurent au budget de 1909 pour une somme de 5,928,653 francs.

Droits de garantie des matières d'or et d'argent

Ces droits ont été rendus applicables à l'Algérie par un décret du 24 Juillet 1857.

Inscrits au budget de 1909 pour . . 218.214 fr.

2^e SECTION

CHAPITRE III

Impôts perçus par les Communes

Le budget communal se compose, comme en France, de centimes additionnels aux contributions directes de la taxe des prestations, qui est payée par tous les habitants même par les indigènes, de la taxe des chiens, des droits de place de stationnement et d'abatage qui sont perçus

comme dans la Métropole. Il y a lieu d'ajouter à cette nomenclature le dixième du produit des patentes.

Les principales sources de revenus ne résident pas cependant dans la perception de ces taxes, qui seraient absolument insuffisantes pour alimenter les budgets des communes algériennes.

Sans tenir compte de la différence de taux des droits de marché, de place et d'abatage qui sont plus élevés en Algérie qu'en France, les communes algériennes tirent leurs principales ressources de deux taxes qui leur sont spéciales: la taxe sur les loyers et l'octroi de mer.

1° Taxe sur les Loyers

Cette taxe a été établie par arrêté du pouvoir exécutif en date du 4 Novembre 1848, elle est aujourd'hui réglementée par le décret du 15 Juin 1899.

Elle a pour base la valeur locative réelle de l'habitation personnelle.

Le montant de cet impôt est fixé chaque année par le Conseil municipal; son quantum ne peut dépasser le dixième des valeurs locatives.

Cette taxe, payée par tous les habitants, sans distinction de race et de nationalité, est basée sur la valeur locative du logement occupé, au 1^{er} janvier de l'exercice pour lequel elle est imposée.

Cette taxe fournit près de trois millions aux divers budgets communaux de la Colonie, et elle est prévue au budget de la commune d'Alger, exercice 1910, pour une somme de 647,500 francs.

2° Octroi de Mer

L'octroi de mer qui a été établi en Algérie, pour remplacer les taxes d'octroi existant dans la Métropole, est affecté presque en totalité aux budgets communaux.

Une des premières mesures ordonnées après la conquête, fut le maintien des perceptions faites aux portes d'Alger sous la Régence. Cette perception prit le nom d'octroi de mer. On ajouta bientôt à cette taxe, un droit perçu sur les denrées arrivant par mer dont la perception fut confiée à la douane.

Ces deux octrois réunis furent, jusqu'en 1884, perçus au profit des communes.

Finalement, l'octroi de terre fut supprimé sauf aux frontières Est et Ouest et seul l'octroi de mer fut maintenu. Les trois cinquièmes étaient affectés aux dépenses d'utilité communale, la répartition était faite au prorata de la population de chaque commune.

Jusqu'au décret du 26 Décembre 1884, l'octroi de mer se rapproche beaucoup d'un droit de douane ; mais à partir de cette date, on lui appli-

que les principes qui régissent l'octroi dans les villes de la Métropole.

Il ne frappe plus les objets manufacturés, n'atteint que des comestibles, des combustibles et des liquides, il frappe non seulement les objets importés, mais aussi les objets de même nature récoltés, préparés ou fabriqués en Algérie.

Les produits soumis à l'octroi de mer sont les suivants: glucoses, sucres bruts, sucres raffinés, cafés et faux cafés, chicorée moulue, thés, poivre et piments, marrons, chataignes et leurs farines, clous et greffes de girofle, huiles minérales, alcool pur.

Le Trésor prélève $\frac{1}{6}$ du produit de l'octroi de mer pour subvenir aux dépenses de l'instruction primaire.

Les autres $\frac{5}{6}$, déduction faite des droits de consommation et de fabrication, perçus au profit du Trésor, sont répartis entre les communes algériennes.

Cette répartition, en ce qui concerne la part qui revient aux communes est fixée, chaque année, par un arrêté du Gouverneur général.

Cette répartition se fait, au prorata du chiffre des habitants constaté au dernier recensement quinquennal, chaque habitant européen comptant pour une unité et les indigènes, pour un huitième d'unité dans les communes de plein

exercice et un quarantième d'unité dans les communes mixtes.

Cette différence, en ce qui concerne les indigènes, provient de ce que l'octroi de mer est un impôt de consommation et que les indigènes sont supposés consommer en commune de plein exercice 8 fois moins des matières imposées que les européens, et dans les communes mixtes 40 fois moins.

A l'origine, les produits de l'octroi de mer étaient répartis entre les communes des départements où ils avaient été perçus à leur arrivée: c'était le système de la répartition à l'unité départementale.

Depuis 1887 on répartit entre les communes de toute l'Algérie le produit net des taxes perçues. C'est le système de la répartition à l'unité coloniale.

Les communes des départements d'Alger et d'Oran, n'ont jamais cessé de protester contre ce mode de répartition qui les lèse au profit du département de Constantine. Les Assemblées départementales les ont appuyés dans leurs revendications.

Des discussions se sont également produites au sein de l'assemblée des Délégations sur cette question qui, est une des principales questions financières du jour.

La prévision de recettes Octroi de Mer au bud-

get 1910 de la Ville d'Alger est de 992,228 fr. 44.

Les besoins des communes algériennes vont grandissant tous les jours, et les ressources restent stationnaires; aussi, le Gouvernement général s'est-il ému de la situation et propose d'augmenter les droits perçus sur l'octroi de mer.

Dans la séance du 10 Mai 1910, M. le Gouverneur général, dans son discours d'ouverture, s'exprimait ainsi :

« La plupart des communes doivent pourvoir
« à l'Administration de territoires considérables,
« autrement importants que les circonscriptions
« administratives de France. Elles se sont vues
« dans l'obligation de créer pour ainsi dire de
« toute pièce, un outillage qui, dans la Métro-
« pole, a été l'œuvre des siècles.

« Pour les communes si bien secondées qu'elles
« soient par le budget colonial, il est impossible
« qu'actuellement elles satisfassent aux dépenses
« multiples de construction et d'entretien de che-
« mins, d'édifices communaux, d'écoles, d'égouts,
« d'adduction d'eau, etc., et se plient en même
« temps aux exigences nouvelles des lois de pré-
« voyance, d'assistance et d'hygiène sociale. Les
« centimes additionnels à la propriété bâtie et la
« taxe des loyers ne leur apportent généralement
« que de faibles ressources; leurs plus importan-
« tes recettes proviennent de l'octroi de mer et
« du produit des marchés. Sans doute, les pré-

« fectures n'ont pas toujours exercé sur la ges-
« tion des deniers communaux et départemen-
« taux un contrôle efficace. Dans les départe-
« ments d'Alger et de Constantine principale-
« ment, les municipalités se sont trop souvent
« écartées des principes de prudence et d'éco-
« nomie dont elles devraient constamment s'ins-
« pirer. Mais elles s'y conformeraient toutes avec
« une égale vigilance, que la situation des finan-
« ces communales n'en resterait pas moins pré-
« caire. Pour qu'elles mènent à bien la tâche
« sans cesse accrue qui leur incombe, il est indis-
« pensable d'assurer à leur budget un supplé-
« ment de ressources. Vous consulterez avec fruit
« les travaux de la Commission spéciale qui a
« longuement délibéré sur cette question dont
« la prompte solution s'impose. Avec cette Com-
« mission, nous pensons que l'octroi de mer dont
« la perception n'entraîne que des frais relati-
« vement minimes, pourrait fournir aux com-
« munes un contingent de recettes nouvelles suf-
« fisantes pour améliorer sensiblement leurs
« finances. Il s'agirait de relever les droits d'oc-
« troi perçus sur un certain nombre d'articles et
« de frapper certains produits qui ne sont pas
« actuellement taxés. Sans plus attendre, cette
« combinaison, prudemment établie, a été sou-
« mise à l'appréciation de M. le Ministre des
« Finances dont l'opinion nous sera précieuse ».

TROISIÈME PARTIE

Assiette, recensement et perception des Impôts indigènes.

CHAPITRE 1^{er}

Assiette des Impôts arabes

Les Indigènes algériens paient presque tous les impôts européens, et ils paient, en outre, des contributions spéciales dont nous avons déjà fait l'énumération dans la première partie de cet ouvrage et que nous allons examiner au point de vue de leur assiette.

L'établissement des rôles est fait en Algérie par l'Administration des Contributions directes qui comprend un directeur par département. Ces rôles sont établis sur place par des répartiteurs des Contributions directes. La perception est faite par le service des Contributions diverses.

Les receveurs de cette dernière Administration remplacent, en Algérie, les percepteurs, fonctionnaires qui n'existent pas dans la Colonie.

Les différents impôts arabes perçus dans la Colonie ont été groupés par département; c'est dans cet ordre que nous allons les présenter.

CHAPITRE II

DÉPARTEMENT D'ALGER

Le département d'Alger comprend en territoire civil **126** communes, dont **105** de plein exercice et **21** communes mixtes.

Les impôts zekkat et achour sont perçus dans toutes les communes à l'exception des **14** communes désignées ci-après :

1° Treize communes de la Kabylie qui sont assujetties seulement à l'impôt lezma que nous examinerons après.

Communes de plein exercice	Communes mixtes
Camp-du-Maréchal. Dra-el-Mizan. Fort-National. Mekla. Mirabeau. Tizi-Ouzou. Tizi-Reniff.	Azzeffoun. Dellys. Djurdjura. Dra-el-Mizan. Fort-National. Haut Sebaou.

2° Une commune indigène (El-Goléa), où les habitants sont soumis à des tributs perçus sous le nom de lezma fixe.

Zekkat

Le zekkat frappe les chameaux, les bœufs, les moutons et les chèvres possédés par les contribuables, à la date du 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le rôle est établi.

Cet impôt représente la dîme sur les bestiaux. Les taxes afférentes à ces éléments de cotisation, qui variaient d'un cercle à un autre, ont été rendues uniformes dans les trois provinces, à partir de 1863.

Depuis 1874 et encore actuellement, le Gouverneur général, après avis du Conseil de Préfec-

ture et le Conseil du Gouvernement entendu, fixe les tarifs de l'impôt zekkat.

Le tarif actuel est le suivant :

Chameaux par tête.....	Fr.	4	»
Bœufs —		3	»
Moutons —		0	20
Chèvres —		0	25

Il est plus facile de connaître en pays arabe le propriétaire d'un animal que le propriétaire d'un terrain.

En matière de zekkat, c'est en principe le propriétaire qui est tenu à l'impôt, et non le possesseur.

Aussi les animaux possédés temporairement, et ceux qui font l'objet de transactions commerciales, ne sont-ils pas assujettis au zekkat.

L'Achour

L'achour est censé représenter le dixième du produit de la récolte, déduction faite de la semence; l'impôt est établi en raison de la superficie cultivée et de la qualité de la récolte.

L'unité de surface est la charrue.

La charrue représente l'étendue que, pendant la durée normale de la saison des semailles, peut cultiver un agriculteur avec une charrue mue

par deux animaux de labour (chevaux, mulets ou bœufs); sa superficie moyenne est de 10 hectares. La charrue est divisée en cinq classes (comme nous l'avons indiqué dans la 1^{re} partie de cet ouvrage) suivant la qualité de la récolte, et d'après ce classement, imposée conformément à un tarif croissant avec le rendement des terres.

Le tableau que nous avons publié précédemment, fait connaître le nombre de quintaux métriques à imposer par charrue, suivant que la récolte est très bonne, bonne, assez bonne, mauvaise, nulle.

L'impôt achour étant actuellement toujours payé en argent, on a calculé l'équivalent des versements en nature.

On le fait à l'aide d'un tarif de conversion déterminant la valeur en numéraire du quintal d'orge et du quintal de blé.

Ce tarif doit, en principe, être fixé à nouveau chaque année par le Gouverneur général.

En raison des fluctuations du prix des céréales, il est resté assez longtemps variable selon les époques. Dans un intérêt de simplification, ce tarif a été uniformisé en 1867 pour les départements d'Alger et d'Oran.

Depuis 1874, il est resté immuablement fixé à 22 francs par quintal de blé et 11 francs par quintal d'orge.

Dans ces conditions, l'impôt à verser par char-
rue est ainsi déterminé :

Si la récolte est très bonne.....	Fr. 88	»
— bonne.....	66	»
— assez bonne.....	44	»
— mauvaise.....	22	»
— nulle.....	0	»

Jusqu'en 1887, l'impôt achour n'atteignait que les cultures en céréales; cette immunité que rien ne justifiait était accordée aux autres cultures indigènes, qui peuvent se diviser en deux catégories: La première comprenant les avoines, les cultures sarclées telles que le maïs, les fèves, le lin, le bechna et donnant par hectare un rendement sensiblement égal à celui des terres cultivées en blé et en orge; la seconde comprenant les jardins, tabacs, vignes, oliviers et vergers, dont le rendement est plus rémunérateur que les avoines et les cultures sarclées.

Ces cultures furent soumises à l'impôt achour à partir du 1^{er} Janvier 1887 dans les départements d'Alger et d'Oran par application d'un arrêté du Gouverneur général, en date du 20 septembre 1886.

L'assiette de cette imposition est la même que celle qui sert à l'imposition du blé et de l'orge; elle a pour base le nombre d'hectares cultivés, et la qualité de la récolte.

Le Khammès (1) est considéré et traité pour l'assiette de l'impôt, comme les fermiers et métayers indigènes qui paient également l'impôt achour ; sauf cependant le cas où il est établi sur une propriété européenne exploitée par son propriétaire, ou par un fermier européen, habitant les uns et les autres un corps de ferme.

L'évaluation de l'achour pour le Khammès, sauf l'exception qui précède, a lieu sur la part qui lui revient dans la récolte ; cette part ne pourra être évaluée au-dessous du cinquième de la récolte, brut.

En principe, l'évaluation de la récolte ne doit pas être faite en bloc ; les répartiteurs doivent attribuer une notation spéciale à la récolte de chaque fellah.

Cependant, dans la pratique, il leur est matériellement impossible d'examiner chaque cas individuel, étant donné les grandes étendues qu'ils ont à parcourir. Aussi les répartiteurs procèdent-ils de la manière suivante :

Dans la tournée qu'ils effectuent, au mois de Juillet, pour le classement de la récolte, ils s'informent près des notables indigènes, des autorités locales ou des colons des centres européens, des prévisions de la récolte.

(1) *Khammès*, indigène qui travaille au 1/5^e les terres. [

A l'aide de ces données et par suite d'une grande habitude, ils déterminent la note générale de classement de la récolte dans la région; puis ils examinent sur les indications qui leur sont fournies par les intéressés, en présence des habitants les plus anciens du douar ou de la dechra, celles des notations individuelles qu'il convient de majorer ou d'atténuer, en raison de circonstances particulières.

La quantité de terrain cultivé par une charrue pendant la saison des semailles, varie suivant la nature du terrain, suivant qu'il est en plaine ou en montagne, suivant qu'il s'agit de terres fortes ou de terres légères.

Certains procédés sont employés, dans le département d'Alger et d'Oran, pour remédier à ces inégalités.

Dans la province d'Alger on suit un système qui consiste en réalité, à taxer autant que possible l'hectare lui-même.

L'unité imposable dans la pratique est la surface de 10 hectares, qui est considérée comme la superficie normale de la charrue.

Le répartiteur évalue alors par à peu près, que suivant la situation des terres un homme avec une charrue a pu mettre en culture les $7/10^e$ ou les $12/10^e$ de cette surface normale.

Il sera imposé pour les $7/10^e$ ou les $12/10^e$ de la cote de la charrue.

Dans ce système, l'hectare sera imposé:

Si la récolte est très bonne.....	Fr.	8	80
—	bonne.....	6	60
—	assez bonne.....	4	40
—	mauvaise.....	2	20
—	nulle.....	0	»

Dans la province d'Oran, les répartiteurs tout en continuant à prendre comme base la superficie de 10 hectares, cherchent à se rendre compte par les semences mises en terre, de la quantité d'hectares ensemencés, en tenant compte de ce que les Indigènes ont l'habitude de semer par hectare de 75 à 80 kilos de grain.

Ne sont pas imposées à l'achour les plantations en vergers, potagers, etc., d'une étendue moindre d'un hectare.

Lezma de la Grande Kabylie

La lezma de la grande Kabylie est perçue dans 20 communes du département d'Alger. Dans le département d'Alger, la lezma n'est pas un impôt supplémentaire perçu sur les populations kabyles, mais une taxe de remplacement. Dans 13 communes indiquées au tableau qui précède et publié au titre de l'impôt zekkat, l'impôt lezma est perçu à l'exclusion de l'impôt zekkat et achour.

Dans les 7 autres: Bouïra, Palestro, Palestro mixte, Bordj-Ménaïel, Haussonvillers, Isserville

et Rebeval, certains indigènes sont soumis seulement à la lezma, d'autres à l'impôt zekkat et achour, mais aucun ne paie les trois impôts réunis. Nous avons fait dans la 1^{re} partie de cet ouvrage l'historique de l'impôt lezma de la grande Kabylie; nous n'y reviendrons donc pas ici. Nous nous bornerons à rappeler que la Lezma de Kabylie est un impôt de capitation et de quotité. Les hommes seuls le paient.

Il est actuellement divisé en 7 catégories qui paient respectivement :

1° Les individus classés comme très riches, c'est-à-dire ayant un revenu brut de plus de 2,400 francs.....	100 »
2° Les individus classés comme riches, c'est-à-dire ayant un revenu de 1,600 à 2,000 francs.....	50 »
3° Les individus classés comme très aisés, c'est-à-dire ayant un revenu de 900 à 1,600 francs.....	30 »
4° Les individus classés comme aisés, c'est-à-dire ayant un revenu de 400 à 900 francs.....	15 »
5° Les individus classés comme ayant des ressources moyennes, c'est-à-dire ayant un revenu de 200 à 400 francs..	10 »
6° Les individus ayant de faibles ressources, c'est-à-dire ayant un revenu de 0 à 200 francs.....	5 »

7° Les indigents..... 0 »

Les répartiteurs déterminent d'ailleurs le revenu des contribuables, en relevant les divers éléments de la richesse (oliviers, figuiers, bœufs, chevaux, mulets, ânes, moutons, chèvres, etc.) que chacun d'eux possède, et en assignant à chacun de ces éléments, un coefficient de revenu déterminé, qui varie d'ailleurs d'une circonscription à une autre.

Avec les centimes additionnels ajoutés au principal de l'impôt lezma de la grande Kabylie, précité, chacune des classes paie respectivement:

La 1 ^{re}	Fr. 120 »
La 2 ^e	60 »
La 3 ^e	36 »
La 4 ^e	18 »
La 5 ^e	12 »
La 6 ^e	6 »
La 7 ^e	0 »

Lezma des Palmiers

C'est une taxe qui atteint les palmiers dattiers, d'après leur nombre et leur qualité; elle repose en somme sur le même principe que l'achour (la dîme).

Un arrêté gouvernemental du 3 Juin 1863 fixe de la manière suivante, les conditions dans lesquelles les Indigènes de l'Oasis de Bou-Saâda

(commune mixte), doivent être soumis à la lezma sur les palmiers; cet arrêté est ainsi conçu:

Art. 1^{er}. — Les habitants indigènes de l'Oasis de Bou-Saâda acquitteront, à l'avenir, l'impôt de lezma sur les palmiers qu'ils possèdent.

La redevance est fixée à 0 fr. 30 centimes par pied d'arbre en plein rapport.

Art. 2. — L'assiette et la perception de cette contribution seront faites dans les formes prescrites pour les autres contributions arabes.

Aux termes d'une décision gouvernementale en date du 3 Février 1894, les Indigènes qui cultivent, comme Khammès, des palmiers appartenant à des Européens, sont astreints au paiement de l'impôt pour le cinquième des arbres recensés, sauf le cas où ils sont installés sur une propriété européenne, exploitée par son propriétaire ou par un fermier, habitant les uns et les autres un corps de ferme, fournissant les instruments de travail et dirigeant la culture en personne.

Une situation spéciale est faite, au point de vue de cet impôt, à la Société agricole et industrielle du Sud algérien.

Le Gouverneur général après avis du Conseil de Gouvernement prit, à la date du 23 Septembre 1896, en ce qui concerne cette Société et les Européens, la décision suivante:

« Seront exemptées de l'impôt:

« 1° Les plantations créées par des Sociétés
« ou des particuliers européens, et gérées par les
« propriétaires ou leurs agents également européens ;

« 2° Les plantations d'origine indigène achetées par ces Compagnies ou par ces particuliers, et situées à proximité des terrains mis en valeur par les agents ou les propriétaires eux-mêmes.

« Seront assujetties à l'impôt:

« 1° Les plantations éparses dans les Oasis, achetées par des Sociétés ou par des particuliers, gérées, il est vrai, par leurs agents européens, mais cultivées au cinquième par des Khammès ;

« 2° Toutes les plantations distantes de plus de 8 kilomètres du lieu de résidence du propriétaire ou de son représentant européen.

Lezma fixe

Un certain nombre de tribus du Sud sont assujetties à des tributs fixes connus sous le nom de Lezma, qui constituent de véritables contributions de guerre, sans aucune proportion avec la richesse réelle et le nombre des habitants, et dont l'existence s'appliquait surtout, à l'époque où ces

groupements n'étaient pas entièrement soumis à notre domination.

Actuellement, ils représentent le droit de souveraineté imposé par la France aux nomades de ses extrêmes possessions sahariennes.

Les tribus assujetties à cet impôt ne paient pas l'achour et le zekkat; les djemaâs (1) opèrent la répartition entre les chefs de famille du montant de la lezma.

Au M'Zab ce tribut est réparti entre les sept villes du M'Zab; la répartition est faite dans chaque ville par la djemaâ, sauf recours devant le commandant supérieur.

Les contribuables sont classés par les Djemaâs en un certain nombre de classes d'après l'ensemble de leurs revenus, industriels, commerciaux et agricoles, le nombre des contribuables, dans chaque classe, étant réglé de façon à parfaire le contingent fixé pour la ville. Les présidents de Djemaâ, comme chefs collecteurs, devront avoir leur part proportionnelle dans l'impôt versé (décision du Gouverneur général du 1^{er} Novembre 1882).

Dans l'Aghalik (2) de Ouargla, la lezma fixe

(1) *Djemaâs*, assemblées de notables.

(2) *Aghalek*, territoire gouverné par un chef indigène appelé agha.

est répartie entre les contribuables d'après leurs richesses en palmiers et en bestiaux.

Le 1/4 du principal de cet impôt dans cet aghalik est attribué aux chefs collecteurs.

Dans le département d'Alger sont imposés à la lezma fixe:

Les Chambaa Berezga et les Cham-

baa Mouadhi.....	7.772 95
------------------	----------

Les Beni (M'Zab) Mozabites.....	131.112 37
---------------------------------	------------

L'Aghalik d'Ouargla.....	143.397 75
--------------------------	------------

CHAPITRE III

DÉPARTEMENT D'ORAN

Dans le département d'Oran les impôts zekkat et achour sont perçus uniformément dans toutes les communes, sauf dans la commune mixte de Mecheria qui est soumise à une lezma fixe, fixée à 200 francs. Cette imposition est réglée dans la même forme et dans les mêmes conditions que pour le département d'Alger, ce qui a déjà fait l'objet de longues explications sur lesquelles nous ne reviendrons pas.

Toutefois, nous devons indiquer certaines modifications de l'assiette des impôts zekkat et achour qui existent dans ce département, en vertu de certaines exceptions provenant de traités ou de conditions particulières.

Exceptions en ce qui concerne l'impôt Zekkat

Tribus Maghzens (1). — En vertu du traité du Figuier du 10 Juin 1835, les deux anciennes tribus des Douairs et des Smélas jouissent d'un tarif de faveur pour les chameaux, les bœufs, les moutons et les chèvres qu'elles possèdent. Cet impôt dont nous avons parlé dans notre première partie et qui porte le nom de hak ech chabir (impôt de l'éperon), frappe chaque tête de bétail imposable au zekkat d'une redevance de 0 fr. 10 sans tenir compte de l'espèce. C'est donc un très grand avantage concédé à ces tribus, avantage qui a été maintenu par l'arrêté gouvernemental du 16 Septembre 1842 portant organisation du Maghzen.

D'après la jurisprudence constante du Conseil de Préfecture d'Oran, le bénéfice des tarifs réduits n'est nullement accordé à tous les Indigènes qui habitent actuellement le territoire des

(1) *Tribus Maghzens*: tribus militaires appelées à fournir un contingent, à l'époque antérieure de notre domination.

Douairs et des Smelas, mais exclusivement à ceux qui faisaient partie du Maghzen en 1835 et à leurs descendants.

Exception en ce qui concerne l'impôt achour

1° *Tribus Maghzens.* — Egalement en exécution du Traité du Figuier, du 10 Juin 1835, dont il a été question à l'article « Zekkat », les anciennes tribus des Douairs et des Smelas ne paient que 30 francs par charrues, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper si la récolte a été très bonne, bonne ou mauvaise;

2° *Cultures dites Marocaines.* — Ces cultures d'une étendue relativement peu importante, sont effectuées par des sujets marocains, demeurant à proximité de la frontière du Maroc, et que des relations ou intérêts privés amènent à venir cultiver dans les territoires des tribus soumises à notre domination.

Ces Fellahs (1) limitent, d'ordinaire, leur séjour à la durée des semailles, et ne reviennent que plus tard au moment de la récolte.

L'impôt est payé d'avance, au moment des semailles, sur le pied de 60 francs par charrue (principal et centimes additionnels réunis). Cette

(1) *Fellah*, cultivateur.

disposition a été adoptée en 1874, à la suite d'une convention avec l'Amel d'Oudjda, dans l'intérêt du recouvrement de l'impôt souvent compromis avant cette époque.

*Exemptions communes aux impôts Zekkat
et Achour*

Tribus des Athia et des Beni-Mengouch. — Ces tribus autrefois marocaines, qui forment la limite extrême de notre frontière à l'embouchure et sur la rive droite de l'oued Kiss, ont été annexées à notre territoire sous certaines conditions stipulées dans le traité du 18 Mars 1845, qui a réglé la délimitation entre le Maroc et l'Algérie.

Dans le nombre de ces conditions figure l'exemption de tout impôt ou taxe pour ces deux tribus

Ce privilège, dont l'existence a même été confirmé en 1884, par une décision gouvernementale provoquée à l'occasion de la première application de l'impôt foncier sur les propriétés bâties en Algérie, a été maintenu intégralement jusqu'à ce jour.

La Lezma de Capitation et la Lezma des Pal'miers n'existent pas dans le département d'Oran.

CHAPITRE IV

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE

Il y a entre le département de Constantine et les départements d'Alger et d'Oran une différence considérable au point de vue des divers impôts perçus et de leur assiette.

Cela provient de ce que cette province a été conquise plus tard que les autres, qu'elle n'a jamais subi la domination de l'Emir Abdelkader, que, par conséquent, aucune modification n'avait été apportée aux taxes prélevées par le Bey de cette province.

Malgré quelques améliorations apportées, cette différence existe encore, aucune transformation radicale n'ayant été opérée dans l'assiette des impôts arabes.

Impôt Zekkat

L'impôt zekkat a été établi seulement en 1858, dans la province de Constantine, par le Maréchal Randon.

Il est appliqué actuellement dans toutes les communes du département, d'après les mêmes rè-

gles et les mêmes tarifs que ceux en vigueur dans les départements d'Alger et d'Oran, à l'exception des communes mixtes d'Akbou et de l'Oued-Marsa.

Impôt Achour

L'impôt achour n'est pas perçu, dans les deux communes mixtes d'Akbou et de l'Oued Marsa et dans certains douars faisant partie d'autres communes.

Contrairement aux règles suivies dans les départements d'Alger et d'Oran, l'achour, dans le département de Constantine, est basé sur la charrue considérée comme instrument aratoire et non comme mesure de superficie et, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la récolte, la somme à payer pour chaque charrue est de 25 francs.

La fixité de l'achour de Constantine est plus théorique que pratique.

On a été amené en fait à y apporter une double série d'atténuations.

On a d'abord établi des tarifs plus modérés au profit de certaines charrues peu favorisées qui, en raison de la faible étendue du territoireensemencé, supporteraient par hectare une charge exagérée.

Ce sont: les charrues conduites par des ânes,

qui ayant moins de force que les bœufs, labourent une surface moindre dans le même temps; les charrues de certaines régions montagneuses, de faible étendue à cause du temps que font perdre les accidents de terrain; les charrues qui, pour divers motifs, ne labourent que la moitié ou le quart de la contenance moyenne.

Pour ces diverses sortes de charrues, le tarif de l'impôt Achour varie suivant les régions.

Ce tarif qui représente en principe le produit net du dixième récolté sur la superficie moyenne que peut labourer une charrue pendant une campagne agricole est, comme nous l'avons dit plus haut, fixé à 25 francs; mais il s'abaisse dans certaines régions à 20 francs, 12 fr. 50, 10 francs, 6 francs, 5 francs, 4 francs et même 3 francs dans quelques communes montagneuses de la petite Kabylie (Djidjelli et Duquesne). On estime qu'un huitième environ des charrues de la province de Constantine jouissent de ces tarifs de faveur.

En second lieu, il convient de faire remarquer que les Indigènes peuvent ne pas être assujettis au paiement du tarif entier, pour chacune des charrues qu'ils mettent en mouvement; lorsque par suite de trop grande sécheresse ou de pluies trop abondantes, les indigènes ont dû réduire leurs ensemencements, il leur est accordé des atténuations; de plus, lorsque l'année a été mauvaise dans son ensemble ou bien dans certaines régions,

ou même lorsque des individus isolés, soit par suite d'accident survenu à leur attelage, soit par défaut de semence ou de terre à ensemençer, ont dû restreindre sensiblement l'étendue de leurs labours, l'Administration accorde habituellement des remises à titre gracieux de tout ou partie de l'achour en faveur des cultivateurs.

La moyenne de ces dégrèvements atteint environ 150,000 francs par an, soit un dixième du rendement total.

L'Impôt Hockor

L'impôt hockor, qui n'existe que dans le département de Constantine, représente le loyer des terres dites azel ou arch, sur lesquelles la tribu n'a qu'un droit de jouissance, par suite, soit de concession originelle, soit de confiscation.

L'hockor n'atteint pas les biens classés comme melk (1) par les décrets rendus en exécution du sénatus-consulte du 22 Avril 1863, mais ce privilège ne doit pas être étendu aux anciennes terres d'apanage, qui payaient autrefois cet impôt et qui sont devenues la propriété privée d'Indigènes.

Ce droit d'exonération en faveur des terres

(1) *Terres Melk*, propriété privée.

d'apanage est, du reste, formellement visé par l'art. 4 du senatus-consulte de 1863 ainsi conçu :

« Les rentes, redevances et prestations dues à
« l'Etat par les détenteurs des territoires des
« tribus continueront à être perçues comme par
« le passé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement
« ordonné par des décrets. »

Comme pour l'achour, la base de l'impôt hockor est la charrue considérée comme instrument aratoire. Le tarif de la charrue est de 20 francs dans toutes les communes où, pour l'achour, la charrue est taxée à 25 francs; il n'est que de 10 francs dans les territoires où l'achour est lui-même atténué.

Les atténuations d'impôt dont il est fait mention au chapitre relatif à l'achour sont également accordées en matière d'hockor.

Dans le département de Constantine, si l'on écarte la petite Kabylie et le Sud du département soumis à un régime spécial que nous allons examiner, il existe 27 communes de plein exercice où l'on ne paie que l'achour, toutes les terres y étant melk; et 70 communes (44 de plein exercice et 26 mixtes) où les Indigènes paient à la fois l'impôt achour et l'impôt hockor.

L'Impôt Lezma de la petite Kabylie

Les territoires de la petite Kabylie sont com-

pris dans le département de Constantine. Bien que cette région soit voisine de la grande Kabylie, l'impôt y repose sur des données tout à fait différentes.

La lezma de la petite Kabylie se présente sous deux formes :

1° *La Lezma fixe*

La lezma fixe, impôt de répartition, dont les contingents, fixés à l'avance, sont déterminés d'après un tarif remontant au temps de la conquête. Les circonscriptions qui en sont grevées, sont assujetties annuellement au paiement d'une somme fixe, dont les djemaâs, assistées du répartiteur, opèrent la répartition entre les contribuables.

Cette répartition individuelle est basée sur la fortune mobilière et immobilière de chaque contribuable.

Les indigents ne sont pas imposés. Les dégrèvements prononcés, soit par suite de surtaxe reconnue, de double emploi, soit par suite d'indigence antérieure au 1^{er} Janvier de l'année de l'imposition, doivent être imposés au rôle de l'année suivante. (Décision gouvernementale du 17 Décembre 1881).

Les communes soumises à cet impôt sont :

Bougie plein exercice qui paie une somme de.....	8.000
Akbou mixte qui paie une somme de..	125.573
Aurès mixte qui paie une somme de..	29.792
Guergour mixte qui paie une somme de	25.740
Oued-Marsa mixte qui paie une somme de.....	11.925
Soummam mixte qui paie une somme de.....	105.375

2° *Lezma des feux fumants*

Par feu, on entend tout foyer fumant, quelle que soit l'origine de celui qui l'occupe, quelle que soit sa situation de fortune.

La lezma des feux est un impôt original qui est à la fois de quotité et de répartition.

Il est perçu dans les quatre communes ou fractions de communes ci-après de la petite Kabylie : commune mixte de Takitount ; partie de la commune mixte du Guergour ; partie de la commune mixte de l'Oued-Marsa ; commune mixte des Bibans.

Les contingents sont établis au moyen du recensement des feux auxquels on applique, par unité, le tarif de 22 fr. 50 ; il n'est fait d'exception que pour le douar El-Maïn (commune mixte des Bibans, où le tarif par feu fumant n'est que de 20 francs.

La raison pour laquelle cet impôt est de quotité, c'est qu'en ce qui concerne la Colonie on procède chaque année au recensement de tous les feux, c'est-à-dire de tous les foyers fumants quelle que soit la fortune et l'origine de ceux qui les occupent et c'est le produit du tarif de 22 fr. 50 par le nombre des feux, qui indique la somme à payer par chaque commune.

Mais cette opération terminée, l'impôt devient de répartition en ce qui concerne les contribuables, parce que les *djemaâs*, sans se préoccuper du recensement et en ne tenant compte que de la fortune de chacun, opèrent la répartition du contingent entre tous les Indigènes possédant des biens imposables dans la commune, même s'ils n'y habitent pas.

Les indigents ne sont pas imposables.

Les dispositions relatives aux réimpositions et énoncées précédemment au paragraphe « Lezma fixe » sont applicables à la lezma des feux fumants.

Le nombre des feux imposés varie entre 9.000 et 10.000.

Lezma des Palmiers

Le mode d'imposition des palmiers dans le département de Constantine est le même que celui

que nous avons indiqué pour le département d'Alger.

Les mêmes exceptions s'appliquent en ce qui concerne les Européens propriétaires, et leurs Khammès.

Les communes dans lesquelles est imposée la lezma des palmiers, dans le département de Constantine, sont les suivantes :

Commune mixte d'Aïn-Touta; commune de Biskra, plein exercice et indigène; les communes indigènes de Barika, Khenchela, Tuggourt, ces dernières se trouvant dans les territoires du Sud.

Lezma fixe du Sud

Cet impôt n'est perçu dans le département de Constantine, que dans les communes indigènes de Tébessa, Khenchela, Biskra et Tuggourt, toutes situées dans les territoires du Sud.

CHAPITRE V

Centimes additionnels

Le principal des quatre impôts arabes, achour zekkat, hockor et lezma, est augmenté de près d'un quart par des centimes additionnels.

Ces centimes additionnels sont divisés en centimes communaux, généraux et extraordinaires. Les centimes communaux qui avaient été fixés au chiffre 10 par l'arrêté ministériel du 30 Juillet 1855, dans le but de remplacer les taxes et contributions complémentaires, qu'on imposait autrefois aux tribus pour faire face à des dépenses d'utilité communale, ont été portés à 18 par un autre arrêté ministériel du 25 Février 1858.

De 1876 à 1893, on a prélevé sur ces 18 centimes, les centimes pour l'assistance hospitalière. La loi du 17 Juillet 1907 ayant supprimé cette affectation spéciale, les centimes communaux furent ramenés à 12.

Les centimes autrefois affectés à l'assistance continuèrent à être perçus, mais ils furent incorporés au budget de l'Etat et prirent le nom de centimes généraux.

La loi du 26 Juillet 1893 sur la constitution de la propriété indigène et les décrets des 13 Juillet 1874 et 27 Juillet 1875, créèrent les centimes extraordinaires.

Ces centimes extraordinaires étaient destinés, à faire face aux frais occasionnés par les opérations de constatation et de constitution de la propriété individuelle, chez les Indigènes; ils furent fixés à 0 fr. 04 centimes par franc pour les populations arabes et à 20 centimes par franc pour les populations de la Grande Kabylie, pays de lezma.

La constitution de la propriété indigène a été arrêtée en 1893, mais les centimes extraordinaires n'ont pas moins continué à être perçus.

Un décret du 16 Novembre 1902 en a affecté le produit aux œuvres d'assistance musulmane.

En principe, les Indigènes des communes de plein exercice ne paient pas les centimes extraordinaires; ils sont exempts des centimes généraux et communaux, qui sont remplacés par la taxe locative et la taxe sur les chiens (impôts communaux). Les communes de plein exercice de la Grande Kabylie font exception à la règle: les indigènes y sont soumis à toutes les taxes municipales et paient, en outre, les centimes communaux, généraux et extraordinaires.

CHAPITRE VI

Recensement de la matière imposable

Le recensement de l'impôt arabe est établi:

1° *En territoire civil* par les répartiteurs des contributions directes, agents de l'Etat, nommés par le Gouverneur général, le corps des répartiteurs fut organisé par un arrêté du Gouverneur général du 21 décembre 1874, subit certaines modifications par l'arrêté du 27 mars 1877 et est régi actuellement par l'arrêté du 9 juin 1878;

2° *En territoire de commandement* par les officiers des affaires indigènes.

Nous ne nous occuperons ici que du territoire civil. Les répartiteurs des contributions directes constituent en territoire civil, le rouage essentiel du mécanisme de l'impôt; ils procèdent au recensement de la matière imposable et à l'établissement des matrices.

Ils sont divisés en 6 classes touchant de 1,800 à 3,600 francs d'appointements, et 1,200 francs d'indemnité.

Ils peuvent être nommés répartiteurs principaux; il y a 3 classes dans ce grade et les traitements varient de 3,600 à 4,800 francs, avec 1,900 francs d'indemnité. Ils jouissent, en outre, en vertu de l'arrêté du 27 Mars 1877, d'une indemnité de 0,0023 par hectare de superficie recensée, et 0 fr. 05 par articles de rôles des impôts arabes.

Pour opérer le recensement les répartiteurs effectuent des tournées.

Tout d'abord, à une époque aussi rapprochée que possible du 1^{er} Janvier, et ordinairement en Décembre, les répartiteurs se transportent dans les douars pour y recueillir, en présence de la Djemaâ, les déclarations des contribuables.

Les caïds ou adjoints indigènes, avant l'arrivée du répartiteur, élaborent des listes dites préparatoires où se trouve en regard du nom de chaque contribuable, l'indication du nombre de charrues qu'il a labourées et des bestiaux qu'il possède.

Les répartiteurs prennent connaissance de ces listes, en présence des Indigènes assemblés et prévenus à l'avance de leur arrivée dans le douar. Ils notent les réclamations qui se produisent à l'encontre des déclarations du caïd.

Dans la suite, les répartiteurs opèrent à l'improviste des tournées de vérification, pour se rendre compte des dissimulations de la matière imposable qui sont toujours très nombreuses.

Dans les départements d'Alger et d'Oran, les répartiteurs, à l'époque la plus rapprochée de la moisson, entre Mai et Juillet, font une troisième tournée « dite de classement » en vue de constater sur le terrain la qualité des récoltes qui, combinée avec la superficie, sert de base à la fixation des cotes individuelles de l'impôt achour.

Aussitôt après les tournées de vérification pour le zekkat et après celle de classement pour l'achour, le répartiteur des contributions directes rédige les matrices qui restent déposées dans les Mairies pendant 20 jours.

Au cours de ces délais, les indigènes sont admis à prendre connaissance des sommes pour lesquelles ils sont imposés, et à formuler toute réclamations utiles.

A l'expiration du dépôt, la matrice revêtue des observations du Maire dans les communes de plein exercice, ou de l'administrateur dans les

communes mixtes, est transmise au directeur des contributions directes du département.

A l'égard des articles ayant fait l'objet de réclamations de la part des contribuables, le directeur des contributions directes fait recueillir par le répartiteur qui a fait le recensement ou par un inspecteur de son service, les renseignements nécessaires, il statue sur la réclamation ; sans préjudice pour le contribuable du droit de réclamer à nouveau ; le recours contentieux appartient au Conseil de Préfecture.

Ce chef de service fait ensuite procéder dans ses bureaux, à la confection des rôles et des avertissements. Les rôles sont rendus exécutoires par le Préfet dans chacun des départements.

Les rôles du zekkat et de la lezma sont dressés en Avril et Mai, ceux de l'achour en Juillet et Août.

Aux termes de l'art. 68 de l'ordonnance du 26 Septembre 1842, toute citation ou notification, faite à un musulman en matière civile ou criminelle, doit être accompagnée d'une analyse sommaire en langue arabe. La circulaire ministérielle du 21 Février 1859 a étendue cette mesure, aux avertissements et aux sommations en matière de recouvrement des impôts arabes.

C'est encore le service des contributions directes qui rédige les avertissements, qui sont ensuite adressés aux Indigènes.

La difficulté était de faire parvenir ces avertissements, très peu de douars étant desservis par un bureau de poste, une circulaire gouvernementale du 10 décembre 1880, dispose qu'à l'avenir, dans les douars et tribus non desservis par un bureau de poste, les maires et administrateurs recevront les avertissements et les sommations sans frais pour le recouvrement de l'impôt arabe, et les transmettront à l'adjoint indigène du douar ou de la tribu, qui sera chargé d'en faire la distribution individuelle.

Dans les territoires militaires, les rôles sont rendus exécutoires par les généraux commandant les divisions.

CHAPITRE VII

Recouvrement des Impôts

Le recouvrement des impôts arabes est effectué par le service des contributions diverses.

Le service des contributions diverses est composé dans chaque département d'un directeur, d'inspecteurs, de contrôleurs et de receveurs, ce sont ces derniers qui, affectés à une région, procèdent à la perception de l'impôt arabe.

Très généralement le receveur se transporte de douar en douar ; dans les communes mixtes il est généralement accompagné d'un adjoint à l'administrateur, il procède sur place à la perception.

Dans certaines communes cependant, la perception se fait au siège de la recette, à des dates qui sont portées à l'avance, à la connaissance des adjoints indigènes qui sont chargés d'aviser les contribuables.

Les adjoints indigènes ou caïds sont les auxiliaires des répartiteurs et des agents de perception. En récompense des services de divers ordres qu'ils rendent à l'Administration, ils reçoivent par application des dispositions de l'art. 3 de l'ordonnance du 17 Janvier 1845, et de la décision gouvernementale du 8 Juillet 1890, le dixième du principal de l'impôt arabe. Ce dixième n'est payé que dans les communes mixtes, dans les communes de plein exercice, les adjoints indigènes reçoivent un traitement proportionnel au chiffre des habitants qu'ils administrent.

Ce prélèvement effectué, le principal de l'impôt indigène est réparti par moitié au budget de la Colonie, l'autre moitié allant au budget de chaque département.

CHAPITRE VIII

Produit des Impôts arabes

Nous allons donner ci-dessous deux tableaux indiquant, le premier, le produit total (principal et centimes additionnels compris), de divers impôts depuis l'année 1890 à l'année 1900.

Le second donnant les mêmes produits, de l'année 1901 à l'année 1906.

Ces tableaux de statistique, que nous empruntons au remarquable rapport fait par M Maurice Pouyanne, juge au Tribunal de Blida, au Congrès de l'Afrique du Nord, lui ont été fournis le premier par le service des contributions diverses, le second il l'a lui-même tiré des volumes de statistique générale de l'Algérie et des exposés de la situation générale de l'Algérie, publiés par le Gouvernement général.

L'examen de ces tableaux fera voir combien est variable la production de l'impôt arabe, quelle soit examinée au point de vue global ou dans la production particulière de chacune des catégories d'impôt.

Le produit total des impôts arabes est, en 1890, de 18,953,810 francs et en 1905 de 14,083,303 francs, soit un écart de 4,870,507 francs.

Ces écarts considérables, quoique surprenants à première vue, s'expliquent facilement.

L'impôt arabe est satisfaisant dans les bonnes années, il s'abaisse dans des proportions énormes pendant les mauvaises, avec la sécheresse, l'intempérie, les épizooties, et aussi en ce qui concerne les moutons le plus ou moins d'exportation de ces animaux suivant que les acheteurs offrent un prix plus ou moins élevé.

PRODUIT TOTAL DES IMPOTS ARABES (*Principal et centimes additionnels*).

DE 1890 A 1900

ANNÉES	ACHOUR	HOCKOR	ZEKKAT	LEZMA	TOTAL
1890	6.767.828 84	1.294.313 14	7.906.698 12	2.984.940 87	18.953.810 97
1891	5.970.729 30	1.364.058 83	7.872.339 83	2.943.268 07	18.150.396 03
1892	5.533.269 62	1.449.622 36	8.003.349 21	2.920.121 65	17.906.362 84
1893	5.975.873 85	1.474.382 95	8.093.450 25	2.923.625 98	18.287.303 03
1894	6.205.389 90	1.327.850 03	7.068.890 96	2.883.181 86	17.545.312 75
1895	5.918.913 32	1.382.276 96	6.925.590 07	2.883.298 21	17.110.087 56
1896	5.412.249 48	1.277.519 77	6.669.612 23	2.863.613 73	16.223.023 21
1897	4.726.630 90	1.278.918 73	6.837.447 19	2.865.441 86	15.728.438 68
1898	6.116.836 65	1.094.283 06	6.487.495 77	2.873.534 74	16.572.150 22
1899	5.283.548 57	1.228.764 57	6.961.500 75	2.839.058 86	16.312.872 75
1900	7.015.261 36	1.209.195 15	6.252.157 02	2.813.834 83	17.290.448 36

ANNÉES	Superficie cultivée par des indigènes en hectares		Production indigène (en quintaux)		NOMBRE DE BESTIAUX possédés par les indigènes			PRODUIT DES IMPOTS ARABES PRINCIPAL ET CENTIMES ADDITIONNELS (en francs)				
	de blé	d'orge	de blé	d'orge	Boeufs	Moutons	Chèvres	Arhour	Hokkor	Zekkat	Lesma	TOTAL
1901	1 005 060	1 254 911	6 174 497	9 149 902	891 533	6 638 174	3 853 651	6 472 743	1 291 550	6 418 387	2 811 858	16 994 538
1902	1 075 475	1 308 252	6 608 796	9 056 363	925 294	8 277 076	4 181 093	6 602 582	1 327 451	6 994 682	2 830 254	15 754 969
1903	1 091 761	1 283 803	6 328 163	7 218 456	932 103	8 463 826	4 955 429	5 784 952	1 316 176	6 415 983	1 894 066	15 411 177
1904	990 877	1 443 892	4 674 314	6 809 696	929 330	8 053 810	4 016 658	6 326 511	1 338 793	6 037 411	1 901 711	15 604 426
1905	1 017 947	1 468 871	4 672 884	5 074 498	909 717	8 486 330	3 959 774	5 028 979	1 306 879	5 836 875	1 910 711	14 083 303
1906	972 541	1 474 220	6 103 860	8 874 528	917 725	8 138 159	3 880 452	6 588 519	1 225 242	5 799 710	1 926 871	15 548 342

QUATRIÈME PARTIE

Critique de l'assiette de l'impôt arabe

CHAPITRE 1^{er}

Par le simple examen des différences existant entre les impôts perçus dans les diverses régions, on peut se rendre compte de l'inégalité et de l'injustice de la répartition des charges.

Ce que nous avons indiqué dans les précédents chapitres est, en réalité, peu de chose à côté des injustices qui proviennent de la manière dont on établit en pratique, l'assiette de l'impôt.

Il faut cependant rendre cette justice à l'Administration algérienne, qu'elle a fait de nombreux efforts qui, malheureusement, n'ont pas abouti, pour améliorer cette situation.

De 1847 à 1902 une quinzaine de Commissions, au moins, ont apporté la lumière sur la question et, quoique composées de fonctionnaires, ces Commissions n'ont pas ménagé leurs critiques.

C'est tout d'abord en 1872, le directeur général des contributions qui s'exprime ainsi :

« Les impôts arabes atteignent la matière im-
« posable de la façon la plus inégale et la plus
« arbitraire, frappent quelques-uns des revenus
« de la terre, tels que les récoltes des céréales
« dans des proportions parfois exorbitantes,
« constituant même une sorte de prime indirecte
« à la non culture, par l'insuffisance des taxes
« appliquées sur certains animaux qui vivent
« autant sur les jachères que sur les terrains
« uniquement propres à la dépaissance, les chèvres et les moutons, tandis que les bœufs, instrument indispensable de travail, sont taxés
« à un taux excessif...

« Tous ces inconvénients de principe qui tiennent en quelque sorte à l'essence même de l'impôt arabe, viennent dans la pratique, se compliquer de l'imperfection des méthodes d'assiette et de recouvrement employées; l'absence
« de tout contrôle sérieux et efficace sur le travail de la constatation de la matière imposable
« abandonné aux caïds ,etc., etc ».

Malgré toutes ces critiques le système a survécu, et la raison en est dans les impôts arabes eux-mêmes, ce qui faisait dire à M. Clamageran, dans son rapport au Sénat en 1892 : « Si l'on se place
« à un point de vue idéal, on peut dire que le
« vice essentiel des impôts arabes et kabyles est
« leur existence même ».

Ce qui frappe à première vue, dans le système des impôts indigènes, c'est comme nous le disions

plus haut, l'inégalité des charges supportées par les contribuables ; on voit, en effet, dans certaines communes du Sud se cumuler trois et quelquefois les quatre impôts indigènes, tandis que les communes du Tell n'en payent que deux.

On remarque également l'injustice qu'il y a à imposer d'une ou de deux lezmas certaines communes kabyles du département de Constantine, alors que vingt-sept autres communes du Tell Constantinois ne sont soumises qu'à l'achour et au zekkat.

Dès 1892, la Commission d'études constate que la charrue imposée à 49 francs dans le département d'Oran, ne l'est qu'à 40 dans celui d'Alger et à 36 fr. 75 dans celui de Constantine et cette Commission ajoute dans son rapport :

« Ces résultats sont d'autant plus fâcheux, que
« la province d'Oran est certainement la moins
« favorisée des trois au point de vue climatéri-
« que, alors que celle de Constantine est au con-
« traire, dans les conditions les plus favorables,
« soit comme fertilité des terres, soit comme
« quantité annuelle de pluies ».

Ces exemples peuvent être multipliés à l'infini. Ainsi, l'Indigène qui paie 88 francs pour une charrue, classée très bonne dans les départements d'Oran et d'Alger, n'en paie que 25 à Sétif ou à Constantine où l'achour est l'unique impôt de culture et 45 francs dans les régions soumises en même temps à l'impôt achour et à l'impôt

hockor ; de même, le Kabyle (de la Grande Kabylie), s'il n'a pas plus de 2,400 francs de revenu brut ne paiera que 50 francs de lezma tandis que l'Arabe paiera, en achour et en zekkat, une somme au moins égale pour un revenu de 1,000 francs.

On m'excusera de continuer cette critique de l'assiette de l'impôt arabe, par des citations empruntées aux fonctionnaires des Administrations chargées d'établir l'assiette de ces impôts. Je prendrai quelques-unes de ces citations, dans le rapport fourni à la Commission de réforme de l'impôt de 1892, mais, au préalable, je dois indiquer quelles sont les raisons qui ont motivé la réunion de cette Commission.

La Commission du budget de 1892, en examinant les demandes de crédits formulées par l'Administration algérienne, pour le traitement du personnel des contributions directes, avait porté tout particulièrement son attention sur les conditions dans laquelle s'effectue l'assiette des impôts arabes.

Elle a été d'avis que, les règles qui président à cette opération, n'étaient pas de nature à sauvegarder efficacement les intérêts des contribuables, d'une part, ni ceux de l'Etat, des départements et des communes de l'autre.

Elle a pensé que des modifications profondes devaient être apportées à l'organisation actuelle, et, dans cet ordre d'idées, elle s'est prononcée

pour la transformation des impôts arabes, qui sont actuellement établis sous la forme de quotité, en impôts de répartition.

Au cours de la discussion qui s'est produite à la Chambre des Députés, M. le Gouverneur général de l'Algérie a déclaré qu'il était disposé à entrer dans la voie indiquée par la Commission du budget.

C'est cette promesse qui a donné lieu à la réunion de la Commission des réformes de 1892, et c'est au rapport fait par M. Mangin, directeur des contributions directes, que je veux emprunter certaines critiques.

M. Mangin s'exprime ainsi :

« Les personnes qui s'occupent en France de
« nos choses d'Agérie, doivent se demander com-
« ment il peut se faire, que l'établissement de
« taxes reposant sur des troupeaux ou des cul-
« tures, c'est-à-dire sur des objets matériels et
« saisissables, puisse donner lieu aux difficul-
« tés ou aux discussions dont elles entendent par-
« ler, et peut-être ne sont-elles pas éloignées d'en
« attribuer la cause à l'inertie ou à l'incapacité
« de ceux qui sont chargés de leur assiette.

« Pour leur donner la possibilité de se pronon-
« cer en connaissance de cause, il vous paraîtra
« utile, sans doute, en commençant vos délibé-
« rations, de préciser les conditions particuliè-
« res dans lesquelles se présente la constatation
« des éléments de nos impôts arabes.

« Ce qui fait en France la force de nos impôts
« directs, c'est qu'ils ont pour base des éléments
« matériels que tout le monde peut constater à
« volonté, en présence desquels la discussion est
« toujours possible, soit entre le contribuable
« et l'agent de l'assiette, soit entre ce dernier et
« la vérification, soit enfin entre l'Administra-
« tion et les experts, si l'on vient à recourir à la
« voie contentieuse et à l'expertise.

« En matière d'impôts arabes, au contraire, les
« éléments sont presque toujours mobiles ou in-
« saisissables.

« Si, en effet, nous nous occupons des trou-
« peaux, nous les trouvons errant au hasard,
« confondus dans les broussailles ou autour des
« habitations, n'ayant sur eux aucune marque
« qui puisse en faire connaître le véritable pro-
« priétaire.

« Quand nous voulons les recenser, ils fuient
« de tous côtés, et si parfois nous arrivons à les
« joindre et à les compter en bloc, nous ne pou-
« vons pas, le plus souvent, en faire l'attribution
« exacte entre les véritables propriétaires.

« Leur composition, d'ailleurs, n'est jamais la
« même, le troupeau d'aujourd'hui n'est plus tou-
« jours le troupeau de la veille, et si un agent
« ou deux agents différents viennent à des épo-
« ques plus ou moins éloignées, à surprendre le
« même troupeau, le recensement n'accuse pas

« les mêmes résultats, l'attribution ne s'en effec-
« tue pas dans les mêmes conditions.

« Comment expliquer les différences consta-
« tées? Est-ce par une division du troupeau ou
« par le mélange d'un autre troupeau? Est-ce par
« les dissimulations ou par de fausses déclara-
« tions? Est-ce par des ventes ou des acquisitions
« postérieures au 1^{er} Janvier? Il serait bien dif-
« ficile de l'établir, *mais ce qui est certain, c'est*
« *que la constatation matérielle de la possession*
« *réelle à l'époque fixée pour la légalité de l'im-*
« *pôt, rencontre des obstacles presque insurmon-*
« *tables, c'est que les vérifications ou contre véri-*
« *fications deviennent presque impossibles et*
« *que les agents, ballotés entre des renseigne-*
« *ments contradictoires, des affirmations con-*
« *traires, se trouvent toujours dans les plus*
« *grandes incertitudes* ».

Ce qui vient d'être reproduit du rapport de M Mangin sur l'impôt zekkat, n'est rien en comparaison de ce que ce fonctionnaire disait de l'impôt achour.

En lui laissant la parole, nous démontrerons pus facilement combien les critiques que nous formulerons ensuite sont exactes, puisque le fonctionnaire chargé de l'assiette a eu le courage de signaler dans un rapport, certaines imperfections de cette assiette.

« En ce qui concerne l'achour, dit M. Mangin,

« si l'on veut bien réfléchir que chaque répartiteur a en moyenne à surveiller 7 à 8.000 fellahs répartis sur une superficie de 150.000 à 200.000 hect., que chaque culture se compose généralement de 8, 10 ou 15 parcelles, quelquefois davantage, qui sont disséminées dans les différents points du territoire, que leur contenance n'est pas connue ; si l'on réfléchit, en outre, que les appréciations des récoltes ne peuvent être faites utilement que dans les trois semaines qui précèdent les moissons, qu'enfin la situation et la consistance des cultures se modifient chaque année, on aura bien vite compris que pour l'exécution d'un tel travail, un personnel au moins 20 fois plus nombreux que le personnel actuel serait indispensable et que les dépenses qu'il occasionnerait ne seraient plus en rapport avec les résultats obtenus ».

La Commission de 1892 n'a apporté aux impôts arabes aucune modification. Malgré leurs vices et leurs imperfections elle les a laissés subsister tels qu'ils existaient

Cette Commission a émis l'avis que, « bien que des progrès aient été réalisés, bien que chaque année amène dans la société indigène un certain changement, bien que ses rapports avec nous ne soient plus ce qu'ils étaient il y a quarante ans, la transformation des impôts arabes dépasserait le but »,

Les meilleurs impôts a-t-elle ajouté sont, dit-on, ceux que le temps a consacrés. Si cet adage est exact, c'est surtout à l'égard des Indigènes musulmans, chez lesquels les traditions se doublent de l'idée religieuse et d'une défiance instinctive de toute innovation ».

A ce compte, nulle tentative de progrès ne serait à poursuivre, et l'Algérie devrait rester perpétuellement ce qu'elle était au temps des Turcs.

Nous sommes d'avis que les Indigènes en raison de l'état un peu primitif dans lequel ils se trouvent, doivent être traités avec ménagement; mais on peut, sans brusquerie, les diriger vers le progrès.

CHAPITRE II

Réforme qui pourrait être opérée

En dehors des critiques qui précèdent, il en est d'autres qui auraient dû, depuis longtemps, provoquer la transformation complète des impôts arabes.

Les impôts arabes paralysent tout essor. Aujourd'hui l'Arabe n'a qu'un médiocre intérêt à accroître ses cultures, puisqu'il sait que, chaque charrue qu'il cultivera en plus, se traduira pour

lui par un accroissement d'impôts, et, si malgré les exemples et les encouragements il en est resté à l'araire primitive, au soc en bois avec une légère pointe de fer sans résistance pour ses bêtes, c'est qu'il sait que les rendements médiocres lui valent moins de taxations. De plus, la charrue attelée pour laquelle il paie l'achour, il la verra encore à nouveau imposée doublement en ce qui concerne l'attelage : le bœuf paiera le zekkat et trois journées de prestation, c'est-à-dire 3 francs de zekkat et 9 francs de prestations.

J'écrivais déjà à ce sujet dans le journal l'*Akhbar*, en 1892, n° du 24 Juin, alors qu'il était question de diminuer l'impôt achour, quelle était mon opinion à ce sujet : « En diminuant l'impôt
« achour que resterait-il donc à payer aux Indi-
« gènes? »

Le zekkat, dira-t-on, mais de cet impôt ils ne réclament pas la modification. La difficulté du contrôle à exercer par les répartiteurs des contributions directes, et la complicité fréquente de certains chefs de douars à faciliter les dissimulations, leur permet de ne payer que pour une faible partie des bestiaux qu'ils possèdent, une organisation tout autre les gênerait, aussi, ne la demandent-ils pas.

Leur seul objectif est de ne pas être imposés pour leurs cultures.

Eh bien, cela va peut être paraître drôle, mais

nous sommes de leur avis et nous allons plus loin; nous demandons que, pendant un certain nombre d'années, les Indigènes soient absolument exempts de toute rétribution envers l'Etat pour les terrains mis en valeur par eux.

Cette idée a déjà été émise par des gens d'une compétence incontestable en matière d'administration algérienne. Voici pourquoi:

L'impôt achour tel qu'il est institué atteint la terre à raison de ce qu'elle produit, c'est donc une prime à l'improduction: nous voudrions voir cet impôt remplacé par l'impôt foncier.

Si l'impôt foncier était établi dans les douars au fur et à mesure de la constitution de la propriété indigène, les terres y seraient classées suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent, abstraction faite de l'usage que l'on en fait, et par conséquent passibles de l'impôt afférent à cette catégorie.

Les Indigènes seraient obligés de payer une quotité fixe, suivant le nombre d'hectares possédés, sans que l'Administration ait à se préoccuper du nombre d'hectares ensemencés et du plus ou moins de production de ces hectares.

Le revenu deviendrait direct et non aléatoire, comme il l'est aujourd'hui et cela forcerait les Arabes qui détiennent les 9/10^e du sol algérien à mettre ce sol en valeur.

Nous disions plus haut que nous voudrions

que les Indigènes soient pendant plusieurs années exempts de tout impôt, pour les terres cultivées et nous maintenons cette appréciation, mais à la condition qu'ils soient imposés pour toutes les terres cultivables laissées en friche.

Une décision de ce genre amènerait dans un délai très rapide, la mise en valeur d'espaces de terrain, considérables.

Tout le monde y trouverait son compte: la fortune publique d'abord, et les particuliers européens et indigènes ensuite.

Cette idée que nous émettions il y a dix-huit ans, a encore aujourd'hui la même valeur. On peut, en effet, se rendre compte par les statistiques indiquant le rendement des impôts indigènes, que nous avons publiées dans la 3^e partie que le zekkat et l'achour, qui sont les formes presque exclusives du rendement agricole indigène, n'ont pas fait un pas depuis 20 ans.

Cependant, pendant cette période, aucune insurrection n'est venue troubler la paix, des encouragements de toutes sortes ont été donnés aux Indigènes, conseils, enseignements, publications, concours agricole, etc., etc.

Ni les labours ni l'élevage n'ont fait un pas en avant, les Indigènes ont conservé leur routine séculaire; aussi, le rendement est resté le même, environ quatre fois la semence, alors que les cultures européennes donnent en blé du 12 au 15

pour 1, et les orges du 15 au 20. Les moyens de transport, les routes créées, ont permis aux Indigènes l'accès plus facile des marchés et, par suite, ont donné plus de facilité à l'écoulement des produits du sol à un prix plus rémunérateur.

Malgré cela, l'Arabe est resté immuable dans ses errements, dans sa suprême indifférence.

Comme pour lui le temps n'est rien, il est certain que si des modifications radicales ne sont pas apportées à l'assiette de l'impôt arabe, dans cinquante ans nous en serons au même point qu'aujourd'hui.

Nous ne saurions trop répéter ce que nous préconisons il y a quelque vingt ans, la mesure qui s'impose c'est de faire application de l'impôt à toutes les terres en les classant selon leur situation, leur nature, par catégories.

Il n'y aurait pas à tenir compte dans ce système de leur production, ni de ceux qui en sont les détenteurs.

Tout le monde paierait un impôt égal, sous réserve des primes accordées pour améliorations à l'outillage agricole et à la culture.

Des primes devraient également être attribuées pour encourager les défrichements et les plantations. On arriverait ainsi à faire payer aux Indigènes un impôt unique, qui comprendrait en même temps, sous le nom d'impôt foncier, aussi bien le zekkat que l'achour. L'imposi-

tion serait égale pour tous et nous n'assisterions plus à ce spectacle écoeurant de voir que, dans la population indigène, ce sont les riches qui échappent à l'impôt et les pauvres qui sont surchargés de certaines réductions accordées aux riches.

Au point de vue économique, la Colonie y gagnerait en raison du développement des cultures et de l'augmentation de l'élevage.

Nous ne verrions plus un pays possédant une superficie de quarante-sept millions d'hectares, n'avoir que deux millions $\frac{1}{2}$ d'hectares de cultiver, c'est-à-dire environ le quinzième de sa surface.

On objectera peut-être, qu'une réorganisation de ce genre serait de nature à jeter le trouble chez les Indigènes. Seuls peuvent avoir cette opinion, ceux qui ne connaissent pas les tracasseries et les ennuis qu'occasionne à la population arabe les recensements annuels.

Nous pensons donc que, l'établissement de l'impôt foncier unique, abandonné par les diverses Commissions de réformes, doit être repris et appliqué, si ce n'est à toute l'Algérie, au moins à la région tellienne, dans laquelle l'Indigène est en relations constantes avec l'Européen.

Nous pensons aussi, qu'afin que cette mesure soit prise sans exciter de jalousie à l'encontre des Européens, l'impôt foncier sur la propriété non bâtie devrait frapper également les terres de ces

derniers, qui sont d'un rapport beaucoup plus considérable que les terres indigènes.

CHAPITRE III

Prévarications reprochées aux chefs indigènes

Nous avons indiqué les difficultés de tous ordres que rencontrent les répartiteurs pour la constatation de la matière imposable; il est de notre devoir de faire connaître le rôle important attribué dans cette constatation aux chefs indigènes.

M. Maurice Pouyanne a défini, d'une façon succincte mais très exacte, dans son rapport au Congrès de l'Afrique du Nord en 1908, comment, en raison du petit nombre des répartiteurs, ceux-ci sont obligés de s'en rapporter presque exclusivement aux chefs indigènes.

Il y a lieu de remarquer que, dans tous les pays du monde, le contribuable cherche à échapper à l'impôt; il doit en être ainsi, à plus forte raison, chez les Indigènes d'Algérie, population aux yeux de laquelle l'administrateur, le répartiteur, ne sont que des ennemis et des infidèles.

Le répartiteur, nous l'avons indiqué précédem-

ment, doit faire au moins trois tournées de Décembre à Juin; il n'a donc que sept mois de l'année pour les effectuer.

Or, la circonscription d'un répartiteur équivaut en moyenne, quant à la surface à parcourir, à un département français, et de plus, les contribuables à imposer dans ces circonscriptions sont au nombre de 8 à 10.000.

Dans sa première tournée qu'il commence en Décembre, le répartiteur recueille les déclarations nécessaires pour établir l'assiette du zekkat et les bases de l'achour.

Comme chaque circonscription comprend un nombre assez élevé de douars, divisés en dechras (1) ou sections de douars, assez éloignées les unes des autres, dans lesquelles il faut se rendre en passant à travers des sentiers à peine tracés, le répartiteur devra consacrer plus de trois mois à faire sa première tournée et encore ne pourra-t-il faire que peu de chose dans ce délai. Il passera ensuite un mois à sa résidence pour mettre ses écritures à jour. La seconde tournée qui doit lui servir à contrôler l'exactitude des déclarations, les dissimulations, se fera en Avril. Dans cette tournée, le répartiteur ne contrôlera rien ou peu de chose, étant donné qu'il est obligé de

(1) *Dechras*, sections de douars placées sous la direction d'un Cheik.

rentrer en Mai pour rédiger les matrices et les déposer en Mairie. Ce dépôt qui dure 20 jours est obligatoire à cette époque pour permettre, après ce délai, à l'Administration des contributions directes de faire établir les rôles, les publier et les transmettre aux receveurs des contributions diverses, de façon que le recouvrement puisse coïncider avec la fin de la récolte, moment où les Indigènes ont de l'argent disponible.

La troisième tournée, relative à l'impôt achour (constatation du rendement de la récolte) est effectuée en Juin et dure à peine trois semaines.

Il résulte des explications qui précèdent que, le répartiteur ne peut contrôler le plus grand nombre des déclarations.

Dans la pratique, il est obligé de s'en rapporter aux caïds ou adjoints indigènes qui établissent, d'ailleurs, les listes préparatoires à tout travail.

Le caïd joue donc un rôle prépondérant, en raison de l'insuffisance des répartiteurs; c'est lui qui établira les listes préparatoires du zekkat et qui donnera les renseignements permettant d'asseoir l'achour; ses avis seront suivis quand les contribuables adresseront des réclamations; il sera toujours le guide et souvent l'interprète et c'est là qu'est le vice principal de l'établissement de l'assiette de l'impôt arabe. L'Arabe, même de bonne famille, est un mauvais fonctionnaire.

Les plaintes élevées contre les agissements dont les chefs indigènes se rendent coupables dans les opérations d'établissement et de perception de l'impôt, ont toujours été très vives de tout temps. Non seulement, le répartiteur ne trouve pas dans le chef indigène un collaborateur fidèle, intègre, zélé, mais au contraire, il rencontre très souvent en lui, pour ne pas dire presque toujours, un agent, favorisant dans son intérêt particulier, la dissimulation, s'entendant, moyennant rémunération, avec le contribuable, pour le tromper. Des fraudes considérables résultent de cet état de choses.

M. Garau, délégué financier du département d'Oran, a traité, en 1899, avec beaucoup de compétence devant les Délégations financières, la question des impôts arabes.

M. Garau, entre autres choses, indique le tarif exigé par certains caïds dans sa circonscription, pour les dissimulations auxquelles ils ont consenti.

Pour dissimuler une charrue, le contribuable leur donne 20 francs.

Pour dissimuler une demi-charrue, le contribuable leur donne 10 francs.

Pour dissimuler un bœuf ou un chameau, le contribuable leur donne 1 franc.

Pour dissimuler un mouton ou une chèvre, le contribuable leur donne 0 fr. 10.

Dans la province de Constantine, la situation est absolument la même.

A titre de document, je vais citer un passage du rapport adressé par l'administrateur de la commune mixte des Beni-Salah (arrondissement de Bône), à la Commission de protection de la propriété indigène, document que j'emprunte au rapport de M. Maurice Pouyanne.

« Le cheik et la Djemaâ, qui doivent établir
« les listes préparatoires pour l'assiette de l'im-
« pôt, d'après les déclarations des intéressés et
« leurs propres renseignements, ont, pour pre-
« mier soin, *LE SOUCI DE S'IMPOSER LE*
« *MOINS POSSIBLE.*

« *Comme ils sont les plus riches, l'impôt se*
« *trouve fortement diminué de ce fait.*

« *Après avoir pensé à eux, ils pensent à leurs*
« *associés, à leurs parents et amis; puis reste*
« *la masse des faibles, des craintifs et des enne-*
« *mis sur lesquels retombe le poids de l'impôt.*

« *Le cheik ou caïd touche des intéressés une*
« *rétribution proportionnée aux avantages ac-*
« *cordés, et lorsque l'Administration veut con-*
« *trôler, vérifier, il arrive aisément à rendre son*
« *intervention inutile ».*

Les faits énoncés sont généralisés presque partout, l'Administration ne les ignore pas, mais elle ne peut sévir, car elle est impuissante à faire la preuve de ces prévarications.

L'autorité des caïds est absolue dans les tribus, ils inspirent à leurs administrés une crainte tellement considérable que, ceux qui sont lésés, n'osent pas porter plainte, persuadés qu'ils auront contre eux, témoignant en faveur du caïd, tous ses amis, tous ceux qui ont obtenu, même en payant, des réductions, parce que, les transactionnaires qui n'ont donné que 20 francs pour une charrue imposée à 80 ou 88 francs, se garderont toujours de l'avouer. La concussion est tellement innée chez l'Arabe que, les contribuables sont certainement les premiers à trouver ces pratiques absolument naturelles.

Du reste, l'Indigène confond toujours les idées de droit et de force; à ses yeux, le droit n'est limité que par l'impuissance.

Quant à celui qui est puissant, il possède tous les droits et il trouve juste d'abuser du pouvoir, quand la fortune lui en cède une parcelle.

Nous pensons après avoir formulé toutes ces critiques qu'à bref délai des améliorations seront apportées à l'état actuel des impôts arabes en ce qui concerne leur assiette.

L'Administration n'est pas indifférente à cet état de choses, et M. le Gouverneur général, M. Jonnart, dont on connaît les sentiments de justice et l'affection qu'il porte à toute la population algérienne, Européens et Indigènes, arrivera certainement à trouver le moyen, par l'orga-

nisation d'un système fiscal mieux entendu, à augmenter les productions indigènes dans la Colonie; il a déjà fait beaucoup en créant un peu partout des écoles arabes, mais il serait nécessaire que dans ces institutions on préparât un peu plus les enfants aux travaux agricoles, cela dans l'intérêt de la Colonie.

CHAPITRE IV

Modifications à opérer dans le recrutement des Chefs indigènes

Qu'il me soit permis, en attendant la réalisation des réformes fiscales, d'indiquer un moyen qui serait à mon avis, de nature à apporter tout au moins un tempérament à la situation actuelle.

En dehors de la mauvaise conception de l'impôt arabe, nous avons constaté combien la situation était aggravée par les prévarications commises par les adjoints indigènes. L'Administration n'ignore pas que, tout Indigène auquel est attribué une parcelle de la puissance publique, s'en sert pour se constituer des revenus.

On ne peut pas avoir habité l'Algérie pendant quelques mois seulement, sans avoir entendu dire

que certaines fonctions indigènes s'achètent à prix d'or et que les sommes ainsi versées, ne sont nullement en rapport avec les bénéfices apparents de la situation acquise.

Certains cavaliers de communes mixtes dont le traitement est de 75 francs par mois, sur lesquels ils doivent entretenir un cheval, ont quelquefois donné des milliers de francs pour porter le burnous bleu de Mokhazni.

Ce qui s'est produit pour des cavaliers de commune mixte, s'est produit également pour des adjoints indigènes, des caïds.

Ces faits sont cependant devenus assez rares, mais ceux qui se sont produits, indiquent suffisamment quelle importance les Indigènes attachent aux fonctions publiques. Ce sentiment, cette envie d'être fonctionnaire, doivent-ils être attribués à l'orgueil d'être investi par l'autorité du manteau de commandant? Non, il n'en est rien; c'est surtout l'esprit de lucre qui domine chez l'Arabe.

Les prévarications des chefs indigènes sont poussées à tel point, qu'il est fréquent de voir un caïd ou adjoint indigène, presque indigent, au jour de sa nomination, posséder, cinq ans après, de grandes propriétés et compter parmi les plus riches du douar.

A-t-il réalisé cette fortune à l'aide d'économies sur son traitement dans les communes de plein

exercice, ou sur le dixième de l'impôt qui lui est attribué dans les communes mixtes?

Nous allons démontrer que cela est impossible; le traitement de l'adjoint indigène ou le dixième de l'impôt suffisant à peine à ce fonctionnaire, pour le défrayer des dépenses de sa charge.

L'adjoint indigène ou le caïd est, en effet, obligé de se rendre fréquemment au siège de la commune, appelé par l'administrateur ou le Maire ou par son service; il reçoit dans son douar et donne l'hospitalité complète, à tous les fonctionnaires de passage qu'il est tenu d'accompagner dans leurs tournées: administrateurs, adjoints, répartiteurs, receveurs, géomètres, gardes généraux des forêts, etc.

La moyenne des ressources de ces fonctionnaires, provenant du traitement ou du dixième de l'impôt, n'excède pas 1,200 francs pour les mieux rétribués.

C'est donc à la prévarication seule qu'ils doivent leur fortune rapide.

Dans un douar, toute faveur demandée à l'adjoint indigène se paie, même un permis de voyage (1) qui n'est délivré par l'Administrateur ou le Maire que sur son avis.

C'est en raison de ces faits que tout le monde connaît, que je demande, en attendant la réforme fiscale, et dans l'intérêt du petit contribuable arabe, qu'il soit apporté des modifications

(1) Le permis de voyage vient d'être supprimé.

au recrutement des fonctionnaires indigènes. L'organisation que je propose imposerait au budget de la Colonie une dépense complémentaire pour assurer le paiement des traitements du nouveau personnel, mais, cette dépense serait largement compensée par l'augmentation qui se produirait dans le rendement des impôts.

La modification que je veux indiquer, aurait pu paraître difficile à appliquer il y a quelques années, époque à laquelle l'instruction chez les Indigènes était à peu près nulle; aujourd'hui, grâce à l'extension donnée par M. le Gouverneur général à l'enseignement, par la création annuelle de nouvelles écoles arabes, grâce au nombre toujours croissant d'élèves qui fréquentent ces écoles, créées dans le but de les instruire et de les assimiler, le projet que je préconise est devenu très réalisable.

Elle aura, en dehors du but immédiat que l'on pourrait atteindre en ce qui concerne l'impôt, la faculté d'être un stimulant puissant, pour ceux d'entre les Indigènes qui sont réfractaires à la propagation de l'enseignement dans leurs douars.

Il faudrait tout simplement, au lieu de procéder au recrutement des caïds dans les familles aisées du douar qu'ils sont appelés à administrer, au lieu de nommer à ces fonctions, comme cela a lieu quelquefois, un ancien cavalier de commune mixte ou un ancien chaouch, de faire de ces caïds des fonctionnaires hiérarchisés, suscep-

tibles d'être déplacés, avec des avancements normaux, avec des traitements de début suffisants, pour leur permettre de vivre largement dans les douars qu'ils administreront et d'y remplir les obligations inhérentes à leurs fonctions, sans avoir recours à la prévarication.

Ces fonctions seraient données au concours, les traitements de début pourraient être de 2,400 francs et permettre successivement, en gravissant les classes supérieures, d'arriver au traitement de 4,000 francs.

Le fonctionnaire ainsi nommé ne créerait pas dans le douar dont il aurait la direction, un sof particulier, il ne s'y constituerait pas, au détriment des autres habitants, un domaine considérable, puisque, par avancement ou par simple déplacement, il pourrait être envoyé dans un autre douar, dans une autre commune, voire même dans un autre département.

Aujourd'hui, au contraire, le caïd est généralement ignorant; on est obligé de lui adjoindre un secrétaire (Khodja) qui ne sait ni parler ni écrire le français, mais qui écrit en arabe et prépare tous les renseignements, aussi bien ceux concernant les impôts que ceux demandés pour l'Administration, ces renseignements, qui sont authentiqués par le cachet du caïd, ne peuvent pas être contrôlés par lui s'il ne sait pas lire l'arabe, ce qui est très fréquent.

De plus, le caïd actuel est appelé à rester dans son douar jusqu'à sa mort, sans que sa situation change au point de vue du traitement ou du 1/10^e de l'impôt qui lui est accordé par l'Etat ; il n'a aucun intérêt à se montrer agent zélé de l'Administration, puisqu'il n'a pas d'avancement à espérer pour le zèle qu'il aura déployé.

C'est donc la routine du début de la conquête qui persistera avec ce fonctionnaire ignorant qui n'aura qu'un souci, se faire des revenus au détriment de ses administrés.

C'est le cas de rappeler la parole de Bugeaud :
« Quelque riche que soit un chef indigène, il tendra toujours la main pour recevoir une pièce
« de 5 francs d'un de ses administrés ».

La réforme que je propose amènera, dira-t-on, une certaine effervescence dans les tribus et sera difficile à appliquer.

Je répondrai à cette objection que, seuls, seront coupables de cette effervescence, ceux à qui le maintien de la situation actuelle profite et qu'il sera facile à l'Administration supérieure, par quelques exemples sévèrement appliqués, de faire cesser tout mouvement. Le résultat serait au bout, non seulement au point de vue économique, mais on s'apercevrait, en outre, bientôt, combien la masse de la population indigène serait reconnaissante à la France, de l'avoir débarrassé de cette pieuvre qui la suce par tous ses

tantacules et qui a pour nom le fonctionnaire arabe, à quelque degré de l'échelle à laquelle il appartienne. Cette réforme aurait pour conséquence, de faire disparaître cet esprit de suspicion qui englobe toute l'Administration algérienne depuis le sommet jusqu'à la base, car le chef indigène quand il demande de l'argent à ses administrés, ne se cache pas de dire, qu'une partie de cet argent est nécessaire pour acquérir la bienveillance des chefs européens.

Ce serait, en outre, pour l'Administration algérienne, faire cesser le reproche d'impuissance qui lui est fait, de ne pouvoir mettre un terme aux abus qui sont de notoriété publique.

H. DUPUY.



Montpellier, le 8 juin 1910
Vu : le Doyen de la Faculté,
VIGIE.

Montpellier, le 8 juin 1910
Vu : Le Président de la Thèse,
M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 11 juin 1910

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

Table des Matières

PREMIERE PARTIE

Historique des Impôts indigènes

	PAGES
CHAPITRE 1 ^{er} . — Les impôts sous la régence d'Alger	43
— II. — Impôts perçus dans la capitale de la Régence.....	45
— III. — Impôts arabes.....	21
— IV. — Impôts en nature.....	25
— V. — Impôts maintenus par le Gouvernement Français.....	29
— VI. — Influence d'Abdelkader sur l'organisation de l'impôt.....	32
— VII. — Modifications apportées à l'assiette par le Gouvernement Français	36
— VIII. — La lezma de capitation.....	41

DEUXIEME PARTIE

Les impôts européens en Algérie

1^{re} Section. — Impôts perçus dans la Colonie

CHAPITRE 1 ^{er} . — Impôts directs.....	52
— II. — Impôts indirects.....	58
— III. — 2 ^e Section. — Impôts perçus par les Communes.....	66

TROISIÈME PARTIE

Assiette, recensement et perception des impôts indigènes

CHAPITRE 1 ^{er} . — Assiette des impôts arabes.....	73
— II. — Département d'Alger.....	74
— III. — Département d'Oran.....	87
— IV. — Département de Constantine...	91
— V. — Centimes additionnels.....	99
— VI. — Recensement de la matière im- posable	101
— VII. — Recouvrement des impôts.....	103
— VIII. — Produit des impôts arabes...	107

QUATRIÈME PARTIE

Critique de l'assiette de l'impôt

CHAPITRE 1 ^{er} . — Critique	111
— II. — Réforme qui pourrait être opérée	119
— III. — Prévarications reprochées aux chefs indigènes.....	123
— IV. — Modifications à apporter dans le recrutement des chefs indi- gènes	131
